



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des
transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral de l'énergie OFEN
Division Economie

Guide du marquage de l'électricité

Aide à l'exécution, destinée aux entreprises d'approvisionnement en électricité, concernant les dispositions relatives au marquage de l'électricité (article 5a loi sur l'énergie et articles 1a à 1c ordonnance sur l'énergie, + appendice 4)



Version 4.1 de janvier 2012

Office fédéral de l'énergie OFEN

Mühlestrasse 4, CH-3063 Ittigen

Adresse postale: 3003 Berne

Tél. +41 31 322 56 11, fax +41 31 323 25 00

contact@ofen.admin.ch

www.ofen.admin.ch

1 Situation initiale	4
1.1 Définitions	4
1.2 Indications pour faciliter la lecture du présent guide	7
1.3 Objet du guide	7
1.4 Qui est soumis à l'obligation de marquage ou d'information?	8
1.5 Importance de l'ouverture du marché de l'électricité quant au marquage du courant	9
1.5.1 Les coûts du marquage de l'électricité sont des coûts de distribution	9
1.6 Aperçu des aides à l'exécution du marquage de l'électricité	10
1.6.1 Site internet de l'OFEN.....	10
1.6.2 Guide du marquage de l'électricité.....	10
1.6.3 Ordonnances sur l'énergie (OEne) et sur l'approvisionnement en électricité (OApEI).....	10
1.6.4 Comptabilité électrique: versions «pro» et «light»	10
1.6.5 Forum aux questions (FAQ) sur le site de l'OFEN.....	11
1.6.6 Modules de formation de l'AES concernant le marquage de l'électricité	11
1.7 Marquage de l'électricité à l'étranger.....	11
2 Bases légales et leur interprétation	13
2.1 La pyramide législative	13
2.2 Art. 5a LEne: marquage de l'électricité	13
2.3 Art. 1a à 1c OEne	13
2.3.1 Appendice 4 OEne	14
2.4 Nouveautés dans le marquage de l'électricité selon l'OEne	24
2.4.1 Choix entre mix du produit et mix du fournisseur.....	25
2.4.2 Publication commune des mix du fournisseur.....	26
2.4.3 Traitement prioritaire des garanties d'origine pour le marquage de l'électricité	27
3 Mise en œuvre du marquage de l'électricité en pratique	28
3.1 Systématique du marquage de l'électricité en un coup d'œil.....	28
3.2 Déroulement du marquage de l'électricité.....	29
3.2.1 Réunion des sources de données.....	29
3.2.2 Etablir et tenir la comptabilité électrique	29
3.2.3 Etablir et envoyer le marquage	30
3.3 Planification systématique du marquage de l'électricité.....	30
3.4 Sept étapes pour un marquage du courant impeccable.....	31
3.5 Cinq étapes pour une information parfaitement conforme aux obligations	32
3.6 Cas particuliers de marquage du courant	32
3.6.1 Electricité de chantier et raccordements temporaires.....	32
3.6.2 Utilisation des attestations provenant de la rétribution à prix coûtant du courant injecté	32
3.6.3 Marquage du courant pour les clients intégrés dans le système de recouvrement direct.....	33
3.6.4 Sous-locataires.....	33
3.6.5 Attestations vendues à des clients finaux hors de la propre zone de desserte	33

3.6.6 Acquéreurs d'une attestation d'électricité écologique auprès d'un tiers	33
3.6.7 Validité des attestations	33
3.6.8 Clients multisites et marquage de l'électricité	34
3.6.9 Fourniture de consommateurs finaux à l'étranger	35
3.6.10 Fourniture directe de différents sites	35
3.6.11 Energie de transaction et mix ENTSO-E	35
3.6.12 Energie de pompage, ordonnance du DETEC (RS 730.010.1)	36
3.6.13 Energie de concession, énergie préférentielle, énergie gratuite	37
3.6.14 Usines d'incinération des ordures ménagères	37
3.6.15 Surplus d'énergie des producteurs indépendants (selon l'article 7 LEne)	37
3.6.16 Pools d'énergie, société d'acquisition, sociétés de participation	38
3.6.17 Bourses de courant solaire	39
3.6.18 Attestations valables pour le marquage du courant	39
3.6.19 Pertes en ligne	39
3.6.20 Plus d'un marquage par an	39
3.6.21 Faut-il transmettre toutes les attestations aux clients finaux	39
3.6.22 Arrondissement des valeurs dans le marquage de l'électricité	40
4 Comptabilité électrique	41
4.1 Etapes du traitement de la comptabilité électrique	41
4.2 Pierres d'achoppement de la comptabilité électrique	41
4.2.1 Année civile versus année hydrologique	41
4.2.2 Détermination des ventes aux clients finaux	41
4.2.3 Consommation propre du fournisseur de clients finaux	42
4.2.4 Gestion des «Agents énergétiques non vérifiables»	42
4.2.5 Prise en compte dans la comptabilité de la catégorie «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement»	42
4.2.6 Utilisation du tableau de marquage de l'électricité présenté dans la comptabilité	42
4.2.7 Modèle d'une comptabilité électrique «pro»	43
5 Contrôles et sanctions	45
5.1 Contrôle librement consenti de la comptabilité électrique et du marquage du courant	45
5.2 Contrôles par échantillonnage de l'OFEN	45
5.3 Sanctions en cas d'écarts dus à une négligence grave	45
6 Interlocuteurs pour les questions supplémentaires	46
6.1 Office fédéral de l'énergie (OFEN)	46
6.2 Association des entreprises électriques suisses (AES)	46
6.3 La société nationale d'exploitation du réseau, swissgrid sa	46
7 Annexe	47
7.1 Abréviations utilisées	47

1 Situation initiale

Le marquage de l'électricité vise à informer le consommateur final d'électricité de la composition (parts des divers agents énergétiques) et de l'origine (production en Suisse ou à l'étranger) du courant qui lui est fourni.

Simultanément à la révision de la loi du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire (LENu), certaines parties de la loi sur l'énergie (LEne) ont aussi été révisées. On a notamment ajouté à la LEne l'article 5a, qui habilite le Conseil fédéral à réglementer le marquage de l'électricité (marquage du courant). L'article 5a LEne et les modifications y relatives qui ont été apportées à l'ordonnance sur l'énergie (OEne) le 10 novembre 2004 (art. 1a et appendice 4) sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005.

L'introduction du système de rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) au 1^{er} janvier 2009 a entraîné des adaptations de la mise en œuvre du marquage de l'électricité. Ces adaptations sont intégrées dans l'ordonnance sur l'énergie (OEne) au 1^{er} janvier 2009).

L'OEne a été révisée au 1^{er} octobre 2011 afin de l'harmoniser avec les normes internationales et d'augmenter la transparence. Les modifications y afférentes sont intégrées dans le présent guide.

1.1 Définitions

Année de référence	Année civile à laquelle se rapporte le marquage, c'est-à-dire les données de la comptabilité électrique. Il s'agit généralement de l'année civile précédente.
Certificat	Attestation permettant de traiter la plus-value écologique du courant issu de sources d'énergie renouvelables séparément de l'électricité physique.
Client du réseau	Consommateur qui utilise l'accès à un réseau de distribution.
Client final	Consommateur final qui achète de l'électricité, soit auprès du fournisseur de clients finaux, soit auprès d'un tiers après l'ouverture du marché de l'électricité.
Consommateur final	Clients qui prélèvent de l'électricité pour leur usage propre (ménages, entreprises, collectivités publiques, etc.).
Courant au bénéfice de mesures d'encouragement	Electricité produite conformément aux dispositions de l'article 7a OEne (rétribution à prix coûtant du courant injecté, RPC).
Entreprise chargée de l'approvisionnement énergétique de la collectivité	<p>Entreprise de droit privé ou public ayant le mandat d'approvisionner la collectivité en énergie (définition de l'article 1, lettre c, aOEne¹).</p> <p>Entreprise d'approvisionnement en énergie tenue de reprendre au tarif prévu le surplus d'énergie des producteurs indépendants (selon, l'article 1, lettre d, aOEne¹).</p>

¹ aOEne = ancienne version de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'énergie (état le 27 juin 2006)

Fournisseur de clients finaux	Entreprise d'approvisionnement en énergie qui fournit des consommateurs finaux en électricité.
Fournisseur primaire	Entreprise d'approvisionnement en électricité qui fournit de l'électricité à d'autres entreprises d'approvisionnement en électricité.
Garantie d'origine	Attestation au sens de l'ordonnance du DETEC (RS 730.010.1).
Groupe-bilan pour les énergies renouvelables	GB-ER, organisation de décompte de la production des énergies renouvelables encouragées par la rétribution à prix coûtant (RPC) du courant injecté.
Mix d'électricité	Notion collective qui désigne aussi bien → le mix du fournisseur que → le mix du produit
Mix du fournisseur	Parts d'agents énergétiques utilisés par un fournisseur de clients finaux pour l'électricité fournie à tous ses consommateurs finaux propres.
Mix du produit	Parts d'agents énergétiques spécifiques au produit utilisés par un fournisseur de clients finaux pour l'électricité fournie à un consommateur final spécifique
Négociant	Entreprise qui achète de l'électricité en vue de la revendre.
Plus-value écologique	Plus-value du courant produit écologiquement par rapport au courant produit conventionnellement. Cette plus-value peut être par exemple négociée séparément du «courant gris» physique au moyen de certificats.
Produit électrique spécifique	Courant vendu explicitement à certaines catégories de clients sous forme de produits, par exemple les produits de courant écologique.
Producteurs d'électricité	Exploitants d'installations produisant du courant injecté dans le réseau
Producteur indépendant	Propriétaire d'installations productrices d'électricité auxquelles des entreprises chargées de l'approvisionnement de la collectivité participent à raison de 50% au plus et qui produisent de l'énergie de réseau: 1. principalement pour leurs propres besoins ou 2. principalement ou exclusivement pour l'injection dans le réseau, mais sans être au bénéfice d'un mandat public (définition de l'article 1, lettre a, aOEne ¹ voir art. 28a LEne).
Rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC)	Système d'encouragement de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Les partenaires de décompte des producteurs intégrés dans le système de rétribution à prix coûtant sont swissgrid et le groupe-bilan pour les énergies renouvelables (GB-ER).

Surplus d'énergie

Energie produite par le producteur indépendant et qui dépasse son propre besoin sur le lieu de production (définition de l'article 1, lettre d, aOEne¹, voir article 28a LE-ne).

¹ aOEne = ancienne version de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'énergie (état le 27 juin 2006)

1.2 Indications pour faciliter la lecture du présent guide

Art. XY OEne Les extraits de textes législatifs sont mis en évidence par un cadre gris en haut et à gauche. Les textes de loi apparaissent en caractères légèrement plus petits.

Exemple:

Les exemples sont reconnaissables aux lignes en dents de scie qui les bordent en dessus et en dessous. Les textes d'exemples sont en caractères italiques et plus petits.

1.3 Objet du guide

Ce guide est une aide à l'exécution au sens de l'article 12, alinéa 2, OEne. Il a été élaboré et testé en coopération avec la branche de l'électricité. Il constitue un instrument d'aide à l'attention des producteurs d'énergie, des négociants, des fournisseurs d'entreprises et des fournisseurs de clients finaux qui mettent en œuvre le marquage de l'électricité et qui s'acquittent de leur obligation d'information. Il contient les définitions de notions importantes, des explications, des interprétations de textes législatifs et des recommandations.

D'autres outils proposés par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) pour mettre en œuvre le marquage de l'électricité sont également discutés dans le présent guide. L'OFEN se réserve le droit d'adapter en tout temps le présent guide et les autres instruments d'exécution. La version électronique mise à disposition par l'OFEN est réputée à jour.

1.4 Qui est soumis à l'obligation de marquage ou d'information?

Art. 1a OEné Obligation de marquage

¹ Toute entreprise qui fournit en Suisse des consommateurs finaux en électricité (entreprise soumise à l'obligation de marquage) doit communiquer au moins une fois par an à ses consommateurs finaux les informations suivantes:

Sont soumises à l'obligation d'information toutes les entreprises qui fournissent de l'électricité à des consommateurs finaux et/ou à d'autres entreprises d'approvisionnement en énergie sur le territoire suisse, notamment aussi les producteurs d'électricité.

Art. 1b OEné Obligation d'information

¹ Toute entreprise, producteurs compris, qui livre de l'électricité à des entreprises soumises à l'obligation de marquage ou à des fournisseurs d'entreprises soumises à l'obligation de marquage doit leur communiquer les informations suivantes:

Exemples

Producteurs d'électricité, négociants d'électricité, fournisseurs d'entreprises, fournisseurs de consommateurs finaux, groupements d'achat, société d'acquisition, organisations de décompte, etc.

L'article 1b OEné permet de garantir que les entreprises soumises à l'obligation de marquage reçoivent de leurs fournisseurs d'entreprises, dans les délais et la qualité voulus, les informations qui leur sont nécessaires pour remplir leur obligation de marquage.

Une entreprise peut être soumise à la fois à l'obligation de marquage et à l'obligation d'information si elle fournit de l'électricité non seulement à des consommateurs finaux, mais aussi à des entreprises d'approvisionnement en énergie. Dans un tel cas, l'entreprise doit remplir les exigences de l'obligation de marquage et celles de l'obligation d'information.

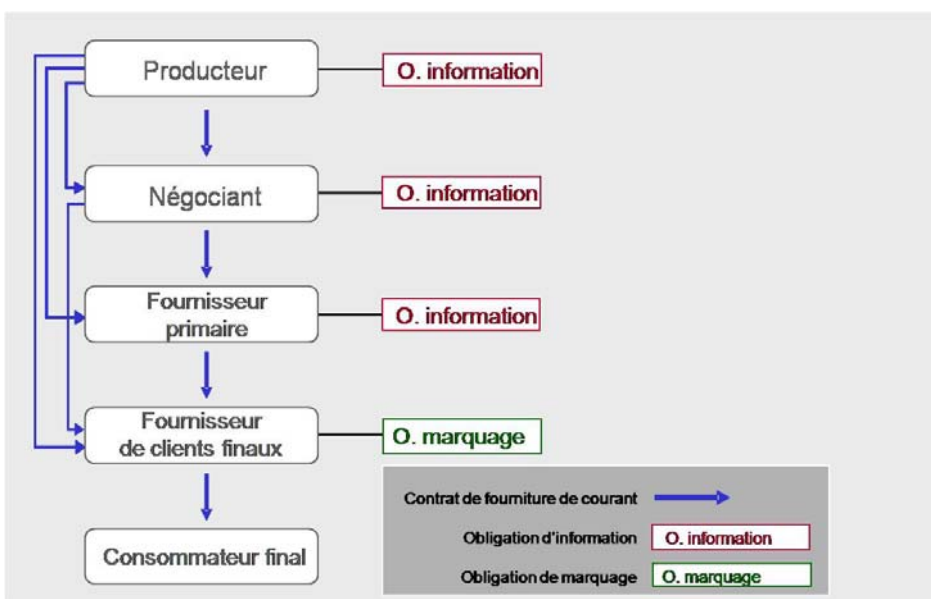


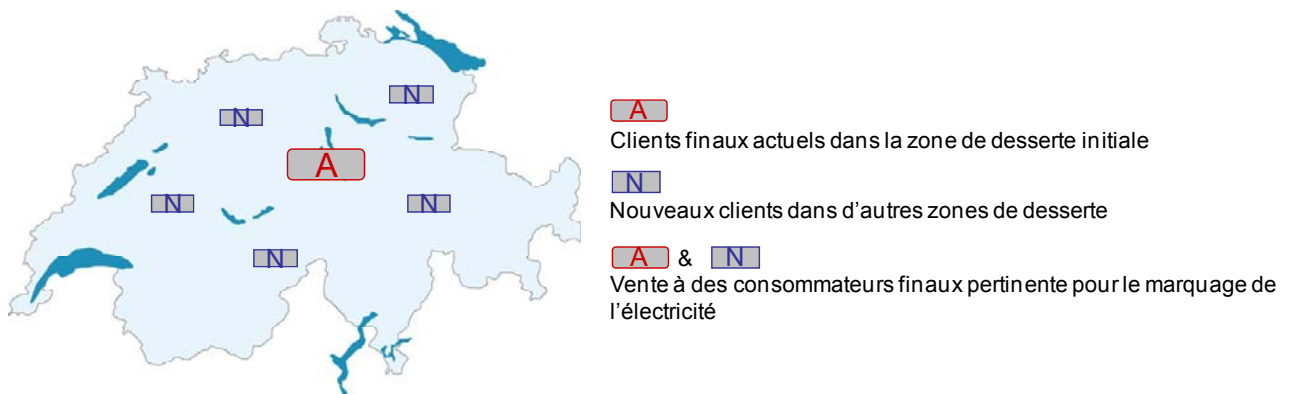
Figure 1 Obligation d'information ou de marquage

1.5 Importance de l'ouverture du marché de l'électricité quant au marquage du courant

L'ouverture du marché de l'électricité au 1^{er} janvier 2009 a peu d'incidence sur la mise en œuvre du marquage du courant en Suisse. S'agissant du marquage de l'électricité à l'intention du consommateur final, c'est le fournisseur des clients finaux et non pas le gestionnaire du réseau qui sera responsable.

Ce point signifie que le fournisseur des clients finaux doit transmettre un marquage du courant à tous ses clients finaux, qu'ils soient établis dans sa zone de desserte ou dans la zone de desserte d'un tiers. En revanche, le gestionnaire de réseau qui met son réseau à disposition d'un consommateur final, mais qui ne le fournit plus en électricité, n'est pas soumis à l'obligation de marquage.

Le déroulement et les détails d'exécution du marquage de l'électricité sur le marché ouvert de l'électricité restent inchangés. Le fournisseur de clients finaux doit toujours déclarer le mix du fournisseur ou le mix du produit à tous ses clients finaux, qu'ils soient établis dans sa propre zone de desserte ou dans la zone de desserte d'un tiers.



1.5.1 Les coûts du marquage de l'électricité sont des coûts de distribution

Les coûts inhérents à la réalisation, à la gestion et à l'envoi des données du marquage de l'électricité sont des éléments liés à la distribution du courant. De ce fait, ils sont comptabilisés au titre des coûts de distribution et non des coûts de réseau.

1.6 Aperçu des aides à l'exécution du marquage de l'électricité

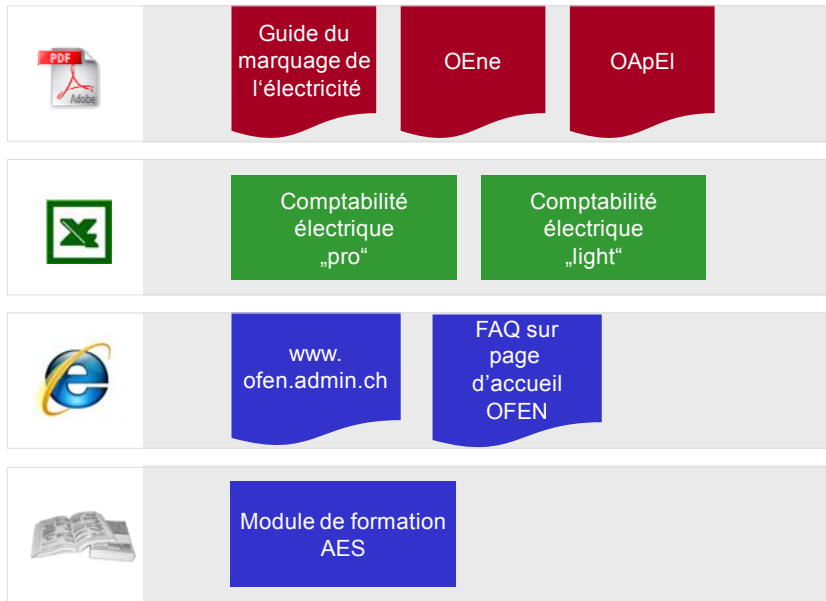


Figure 3 Représentation tabulaire des aides à l'exécution disponibles.

1.6.1 Site internet de l'OFEN

Le site internet exploité et entretenu par l'OFEN www.ofen.admin.ch -> *Approvisionnement en électricité/stromkennzeichnung* -> *Marquage de l'électricité* est la plateforme centrale pour toutes les questions concernant le thème du marquage de l'électricité en Suisse. Le lecteur intéressé y trouvera des liens vers les aides à l'exécution actuelles ainsi que d'autres informations utiles.

1.6.2 Guide du marquage de l'électricité

Le guide du marquage de l'électricité est une aide à l'exécution des dispositions y relatives, destinée aux entreprises d'approvisionnement en électricité. Ce guide a été réalisé et sera complété par l'OFEN. Les interprétations des bases légales qu'il contient ont été discutées avec l'AES et ont valeur de recommandations de la branche.

1.6.3 Ordonnances sur l'énergie (OEne) et sur l'approvisionnement en électricité (OApEI)

L'ordonnance sur l'énergie (OEne) et l'ordonnance sur l'approvisionnement en énergie (OApEI) constituent les bases légales du marquage de l'électricité en Suisse. Le site www.ofen.admin.ch -> *Approvisionnement en électricité/stromkennzeichnung* -> *Marquage de l'électricité* contient des liens vers ces deux documents.

1.6.4 Comptabilité électrique: versions «pro» et «light»

L'OFEN met gratuitement à la disposition des entreprises d'approvisionnement en électricité des documents-types de comptabilité électrique sur Excel. L'utilisation de ces documents-types est une manière de satisfaire à l'obligation de tenir une comptabilité électrique. Les utilisateurs peuvent adapter les documents-types à loisir en fonction de leurs propres besoins. On trouve sous www.ofen.admin.ch -> *Approvisionnement en électricité* -> *Marquage de l'électricité* des liens permettant de télécharger des modèles de comptabilité électrique.

1.6.4.1 Comptabilité électrique: version «pro»

Comptabilité électrique en format Excel présentant tous les cas d'affaires usuels. Cet instrument est recommandé pour les entreprises dont le modèle d'affaires est complexe.

1.6.4.2 Comptabilité électrique: version «light»

Comptabilité électrique en format Excel réalisée spécialement pour les fournisseurs de clients finaux de petite ou de moyenne taille. Cet instrument est recommandé pour les entreprises dont le modèle d'affaires est simple.

1.6.5 Forum aux questions (FAQ) sur le site de l'OFEN

L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a regroupé les questions récurrentes sur le thème du marquage de l'électricité et les réponses qui leur ont été données. On trouve ce forum aux questions sur le site www.ofen.admin.ch -> *Approvisionnement en électricité* -> *Marquage de l'électricité*, sous le titre «Informations supplémentaires».

1.6.6 Modules de formation de l'AES concernant le marquage de l'électricité

L'Association des entreprises électriques suisses (AES) coopère étroitement avec l'OFEN sur le thème du marquage de l'électricité. L'AES propose à ses membres et aux autres personnes intéressées des modules de formation sur le thème du marquage de l'électricité. On trouvera des informations supplémentaires concernant les modules de formation proposés directement auprès de l'AES sur le site www.strom.ch.

1.7 Marquage de l'électricité à l'étranger

On connaît aussi l'obligation de marquage dans d'autres pays européens. L'Autriche et l'Allemagne, entre autres, requièrent des marquages semblables à ceux de la Suisse. L'exemple suivant illustre un marquage appliqué en Luxembourg.



Étiquetage de l'électricité

conformément au règlement grand-ducal du 21 juin 2010 relatif au système d'étiquetage de l'électricité. Mémorial A N° 98, p. 1802

Fournisseur Steinergy S.A.

Produit luxstrom

Site internet www.steinerger.lu

Année 2010

Impact environnemental lié aux émissions de CO₂

émissions faibles
0 g/kWh

émissions élevées
1500 g/kWh

g/kWh

Mix du produit

Mix du fournisseur

Mix national

353

395

371

Impact environnemental lié aux déchets radioactifs

quantité faible
0 mg/kWh

quantité élevée
6 mg/kWh

mg/kWh

Mix du produit

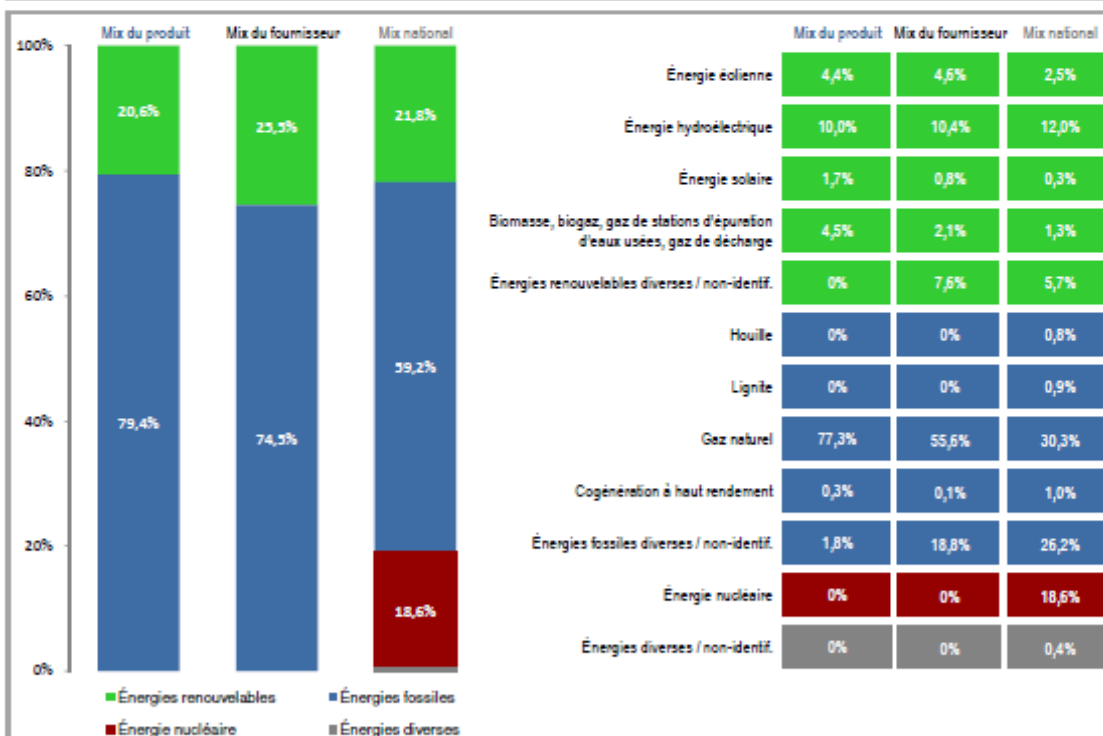
Mix du fournisseur

Mix national

0,00

0,00

1,13



Mix du produit composition par source d'énergie de l'électricité du produit « luxstrom ».

Mix du fournisseur composition par source d'énergie de toute l'électricité fournie par Steinergy S.A., ce qui correspond à la composition agrégée des mix des produits du fournisseur.

Mix national composition agrégée par source d'énergie de l'électricité fournie par l'ensemble des fournisseurs aux clients finals situés sur le territoire luxembourgeois.

Figure 4 Exemple d'un marquage de l'électricité en Luxembourg

2 Bases légales et leur interprétation

2.1 La pyramide législative

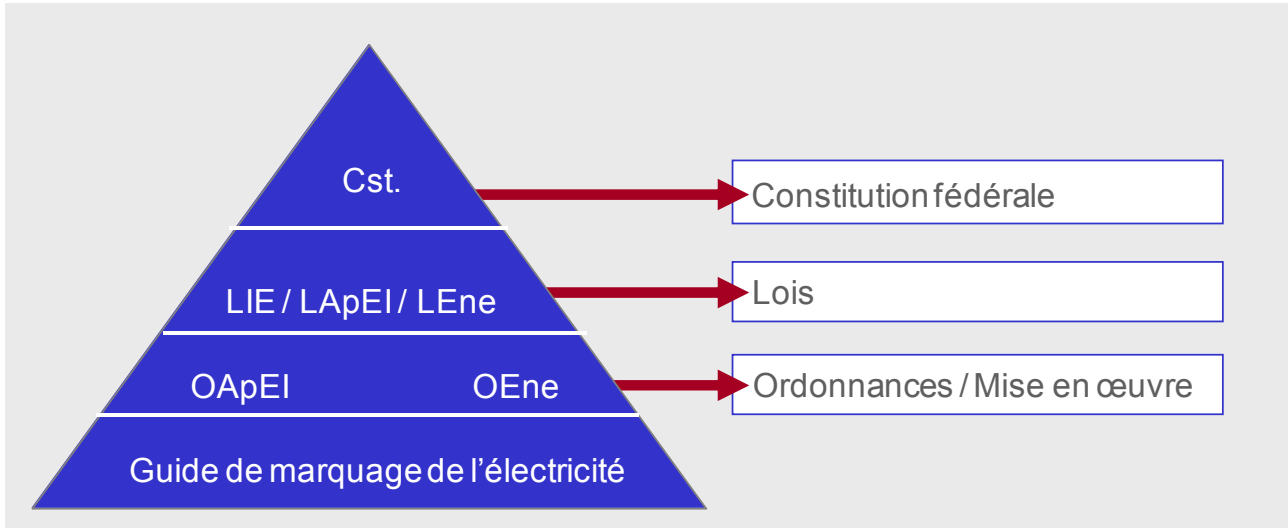


Figure 5 Pyramide législative

La pyramide législative aide à se représenter les bases du marquage de l'électricité. Elle sert à s'orienter d'un coup d'œil parmi les lois et les ordonnances.

2.2 Art. 5a LEne: marquage de l'électricité

Seule la base légale de l'obligation de marquage est inscrite dans la LEne, qui ne précise pas les détails de mise en œuvre.

Art. 5a LEne Marquage et indication de provenance de l'électricité

Pour la protection des utilisateurs finaux, le Conseil fédéral peut édicter des dispositions sur le marquage de l'électricité, notamment sur le type de production et sur la provenance de l'électricité. Il peut introduire une obligation de marquer l'électricité et d'en indiquer la provenance.

2.3 Art. 1a à 1c OEnE

A l'art. 1a OEnE sont décrits les principaux points de l'obligation de marquage envers les consommateurs finaux. On a délibérément renoncé à une formulation détaillée. Les détails se trouvent à l'appendice 4 OEnE et dans les aides à l'exécution.

Art 1a OEnE Obligation de marquage

- ¹ Toute entreprise qui fournit en Suisse des consommateurs finaux en électricité (entreprise soumise à l'obligation de marquage) doit communiquer au moins une fois par an à ses consommateurs finaux les informations suivantes:
 - a. part en pour-cent des agents énergétiques utilisés sur la quantité d'électricité fournie;
 - b. origine de l'électricité (production nationale ou étrangère);
 - c. année de référence;
 - d. nom de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage et service de cette entreprise à contacter.
- ² Les données visées à l'alinéa 1, lettres a à c, sont indiquées soit pour l'ensemble de l'électricité fournie à tous les consommateurs finaux (mix du fournisseur), soit pour chaque consommateur final uniquement pour l'électricité qui

lui a été fournie (mix du produit). L'entreprise soumise à l'obligation de marquage doit appliquer l'option choisie pour tous ses consommateurs finaux.

³ L'entreprise soumise à l'obligation de marquage doit tenir une comptabilité électrique pour saisir les données nécessaires aux informations selon l'al. 1, let. a à c.

⁴ Les entreprises soumises à l'obligation de marquage, qu'elles aient opté pour le mix du fournisseur ou le mix du produit, publient ensemble leur mix du fournisseur respectif, au plus tard à la fin de l'année civile suivante, notamment par le biais d'une adresse Internet unique librement accessible.

La révision du 1^{er} octobre 2011 de l'OENE donne désormais la possibilité d'indiquer le mix du produit en lieu et place du mix du fournisseur. Un exemple d'indication du mix du produit figure dans le chapitre 2.3.2.2.

Afin d'augmenter la transparence, tous les mix du fournisseur doivent être publiés pour la première fois sur une plateforme commune d'Internet en 2012 (pour le mix d'électricité de 2011). Ces travaux sont coordonnés par l'association de la branche AES.

Les dispositions d'exécution détaillées concernant ces deux innovations figurent dans les chapitres 2.4.1 et 2.4.2.

L'art. 1b OENE décrit les points principaux de l'obligation d'information envers les consommateurs non finaux. On a délibérément renoncé à une formulation détaillée. Les détails se trouvent à l'appendice 4 OENE et dans les aides à l'exécution.

Art. 1b OENE Obligation d'information

¹ Toute entreprise (producteurs compris) qui livre de l'électricité à des entreprises soumises à l'obligation de marquage ou à des fournisseurs d'entreprises soumises à l'obligation de marquage doit leur communiquer les informations suivantes:

- a. volume d'électricité fourni;
- b. agents énergétiques utilisés pour produire l'électricité;
- c. origine de l'électricité (production nationale ou étrangère).

² Les informations prévues par l'al. 1 doivent être transmises pour chaque année civile au plus tard à la fin du mois d'avril de l'année suivante. Les accords contractuels divergents sont réservés.

³ L'entreprise soumise à l'obligation d'information doit tenir une comptabilité électrique pour saisir les données nécessaires aux informations selon l'al. 1.

L'appendice 4 régit les exigences posées à la comptabilité électrique et au marquage de l'électricité.

L'article 1c OENE renvoie aux détails supplémentaires de l'appendice 4 OENE. L'appendice 4 se trouve à la fin de l'OENE.

Art. 1c OENE Exigences relatives au marquage et à la comptabilité électrique

Les exigences relatives au marquage et à la comptabilité électrique figurent à l'appendice 4.

2.3.1 Appendice 4 OENE

L'appendice 4 OENE est subdivisé en deux sections. La section 1 décrit les détails de la comptabilité électrique et la section 2, ceux du marquage. Nous décrivons ci-après les divers points de ces deux sections et nous expliquons leur application en pratique.

2.3.1.1 Comptabilité électrique

- 1.1 La comptabilité électrique doit présenter les données nécessaires à l'exécution des obligations de marquage et d'information (art. 1a et 1b).

La comptabilité électrique constitue une base permettant de s'acquitter des obligations de marquage et d'information. La tenue d'une comptabilité électrique est obligatoire pour toutes les entreprises soumises aux obligations de marquage et d'information. Les entreprises soumises tant à l'obligation de marquage qu'à l'obligation d'information peuvent tenir une ou plusieurs comptabilités électriques parallèlement. Le recours aux modèles de comptabilité électrique sur Excel mis à disposition par l'OFEN est laissé au libre choix. Les entreprises ont la possibilité d'utiliser d'autres instruments de calcul ou d'adapter le document type Excel à leurs besoins. Il est déterminant qu'elles tiennent une comptabilité électrique correcte, complète et claire.

- 1.2 L'année civile précédente est l'année de référence de la comptabilité électrique.

Les données doivent être récapitulées par année civile dans la comptabilité électrique. La base en est l'année civile précédente. Le mix des fournisseurs de l'année précédente doit être présenté au plus tard à partir de juillet de chaque année (cf. appendice 4, section 2.3).

- 1.3 Les agents énergétiques doivent être mentionnés comme suit.

Catégories principales obligatoires	Sous-catégories
Energies renouvelables	
– Energie hydraulique	
– Autres énergies renouvelables	
	Energie solaire
	Energie éolienne
	Biomasse ^a
	Géothermie
– Courant au bénéfice de mesures d'encouragement ^b	
Energies non renouvelables	
– Energie nucléaire	
– Energies fossiles	
	Pétrole
	Gaz naturel
	Charbon
Déchets^c	
Agents énergétiques non vérifiables	
^a	Biomasse solide et liquide ainsi que biogaz
^b	Selon art. 7a de la loi (rétribution à prix coûtant)
^c	Déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les décharges

Pour permettre la meilleure transparence et comparabilité possible entre les différents modes de marquage de l'électricité, les agents énergétiques doivent être indiqués de manière uniforme. La dénomination prescrite découle des définitions utilisées dans l'OENE et dans la statistique suisse de l'énergie.

Remarque concernant la catégorie principale "Courant au bénéfice de mesures d'encouragement": dans l'OENE du 1er janvier 2009 et dans le graphique ci-dessus, la catégorie "Courant au bénéfice de mesures d'encouragement" figure en tant que propre catégorie principale. En mai 2010, l'OFEN a fourni des précisions à ce sujet. Dorénavant, on ajoutera le total de la catégorie "Courant au bénéfice de mesures d'encouragement" à la catégorie principale "Energies renouvelables". Ce changement est pris en compte dans la version révisée du 1^{er} octobre 2011 de l'OENE.

- 1.4 Si des agents énergétiques doivent être comptabilisés dans les catégories principales «Autres énergies renouvelables» et «Energies fossiles», les sous-catégories afférentes, dont la valeur est supérieure à 0, doivent être mentionnées.

Toutes les catégories principales doivent obligatoirement être indiquées. Seules les sous-catégories «Energie solaire», «Energie éolienne», «Biomasse» et «Géothermie», dont la valeur n'est pas 0.0%, doivent être indiquées. Le même principe s'applique aux sous-catégories «Pétrole», «Gaz naturel» et «Charbon». Ces sous-catégories ne doivent être mentionnées que si elles comportent une valeur (qui n'est pas égale à 0).

Exemple 1

Aucune des sous-catégories ne doit présenter de pourcentage → seules doivent figurer les catégories principales obligatoires.

Energies renouvelables	61%
Energie hydraulique	60%
Autres énergies renouvelables	0%
<u>Courant au bénéfice de mesures d'encouragement</u>	<u>1%</u>
Energies non renouvelables	39%
Energie nucléaire	39%
Energies fossiles	0%
<u>Déchets</u>	<u>0%</u>
<u>Agents énergétiques non vérifiables</u>	<u>0%</u>
Total	100%

Exemple 2

Des pourcentages doivent être comptabilisés dans la sous-catégorie «Energie solaire» → cette sous-catégorie de la catégorie principale «Autres énergies renouvelables» doit être énumérée.

Energies renouvelables	61%
Energie hydraulique	55%
Autres énergies renouvelables	5%
Energie solaire	5%
Courant au bénéfice de mesures d'encouragement	1%
Energies non renouvelables	39%
Energie nucléaire	39%
Energies fossiles	0%
Déchets	0%
Agents énergétiques non vérifiables	0%
Total	100%

1.5 L'affectation à une catégorie se fonde sur l'attestation correspondante, en particulier la garantie d'origine selon l'article 1d, une garantie d'origine reconnue au plan international comme celle de l'article 15 de la directive 2009/28/CE, le certificat, l'indication de consommation du compteur de l'installation de production ou le contrat. L'attestation doit pouvoir être présentée lors de contrôles subséquents.

Toutes les attestations disponibles doivent être saisies dans la comptabilité électrique. Elles doivent aussi être utilisées pour répondre à l'obligation de marquage et d'information, en premier lieu celles visées à l'article 1d et les garanties d'origine, et ensuite seulement les autres attestations.

Toutes les données de la comptabilité électrique sont présentées dans la forme de leur attestation. Les attestations portant sur un même volume d'électricité ne doivent pas être utilisées parallèlement (p. ex. déclaration de sa propre production d'énergie hydraulique et certificat TÜV)

Les documents suivants ont notamment valeur d'attestation:

- attestation du type de production et d'origine de l'électricité conforme à l'article 1d OEné, délivrée par un organisme de contrôle et d'évaluation de conformité accrédité;
- garantie d'origine conforme à l'art. 15 de la directive européenne 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables;
- certificat de qualité ou label délivré par un organisme de contrôle externe (TÜV, naturemade, ok-power, etc.);
- certificats RECS;
- contrats de fournisseur de courant, dans lequel la nature de la production (agents énergétiques utilisés) et l'origine de l'électricité sont explicitement déterminées et attestées;
- contrats avec des producteurs indépendants au sens de l'article 7 LEné, dans la mesure où le producteur a cédé par contrat les droits de commercialisation à l'entreprise chargée de l'approvisionnement énergétique;
- déclaration relative à la propre production du fournisseur (p. ex. relevés de compteurs, de préférence certifiés conformes). Pour les centrales à pompage-turbinage, l'énergie alimentant la pompe doit être déduite.

Les attestations pour l'électricité produite à l'étranger sont autorisées, à condition de provenir des régions suivantes:

- les Etats membres de l'UE;
- les pays de l'ENTSO-E

Les attestations doivent en principe se rapporter à la production d'électricité de l'année de référence indiquée. Les certificats RECS font exception, car la date de production de l'électricité n'y figure pas. Pour les certificats RECS, c'est la date d'établissement du certificat («issuing date») qui doit correspondre à l'année de référence indiquée.

La version révisée du 1^{er} octobre 2011 de l'OENE établit des priorités concernant les attestations pour le marquage de l'électricité. Il est obligatoire d'utiliser en premier lieu les garanties d'origine suisses ou étrangères selon l'article 1d OENE ou l'art. 15 2009/28/CE. Il n'est pas précisé s'il faut d'abord utiliser les garanties d'origine suisses ou étrangères. Ce n'est qu'après l'utilisation de toutes les garanties d'origine que l'on peut recourir à d'autres attestations, comme le certificat, l'indication de consommation du compteur ou le contrat.

La technologie de production n'a aucune influence sur la priorisation des attestations. S'il existe par exemple encore des garanties d'origine pour l'énergie nucléaire, il faut les utiliser avant de recourir à des certificats concernant la production éolienne ou hydraulique.

Lorsque toutes les garanties d'origine ont été utilisées, aucune priorité n'est fixée pour l'utilisation d'autres attestations. Il est donc possible d'utiliser librement des certificats ou des contrats, suisses ou étrangers, pour couvrir la vente d'énergie aux clients finaux qui ne peut être prouvée par des garanties d'origine.

L'utilisation prioritaire des garanties d'origine par rapport aux autres attestations s'applique aussi bien au marquage de l'électricité qu'à l'obligation d'information. Il n'existe pas de directives concernant la répartition des attestations entre l'obligation de marquage (envers les clients finaux directs) et l'obligation d'information (envers les redistributeurs).

1.6 La quantité d'électricité visée à l'art. 7a de la loi est affectée à la catégorie principale «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement» dans la catégorie principale «Energies renouvelables». La part respective des agents énergétique dont cette électricité est issue doit être indiquée dans une note.

Les installations de production raccordées au système de rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) remettent leurs garanties d'origine de l'énergie injectée dans le réseau à la Société nationale d'exploitation du réseau, Swissgrid. Celle-ci détermine chaque année le total de l'ensemble des garanties d'origine. L'OFEN calcule un pourcentage uniforme à l'échelle de la Suisse pour la catégorie «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement». Ce pourcentage uniforme est indiqué par tous les fournisseurs suisses de clients finaux dans leur marquage du courant dans la catégorie principale «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement», qui fait elle-même partie de la catégorie principale «Energies renouvelables».

Le pourcentage indiqué par l'OFEN chaque printemps doit être utilisé pour le mix du fournisseur et le mix du produit des propres clients finaux. Toute autre application est interdite.

La répartition en pour-cent entre les divers agents énergétiques de la catégorie «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement» doit être communiquée aux consommateurs finaux en bas de page dans la présentation du marquage de l'électricité. La répartition est également indiquée chaque année par l'OFEN. Un exemple à ce propos figure dans le chapitre 2.3.2.2.

- 1.7 En l'absence d'attestation ou si le type de production et l'origine ne peuvent être établis exactement, le volume d'électricité concerné doit être affecté à la catégorie principale «Agents énergétiques non vérifiables».

La part de courant dont le type de production et l'origine ne peuvent pas être clairement déterminés ou qui ne sont pas attestés par un document valable est attribuée à la catégorie «Agents énergétiques non vérifiables».

Afin de protéger les consommateurs finaux, cette part doit être aussi faible que possible. Des pourcentages supérieurs à 20 % doivent être commentés, conformément au point 1.9.

- 1.8 L'origine de l'électricité (part produite en Suisse) est indiquée pour chaque catégorie, sauf pour la catégorie principale «Agents énergétiques non vérifiables».

Pour chaque catégorie d'agents énergétiques, la part d'électricité produite en Suisse et celle provenant de l'étranger doit être indiquée explicitement. Cette distinction entre la Suisse et l'étranger ne s'applique pas à la catégorie «Agents énergétiques non vérifiables», même si l'origine physique du courant est parfaitement connue.

- 1.9 Si la part des «Agents énergétiques non vérifiables» est supérieure à 20 %, une explication doit être fournie. L'office règle les détails dans l'instrument d'exécution visé au ch. 1.11.

On a délibérément renoncé à prescrire une valeur maximale pour la catégorie «Agents énergétiques non vérifiables». Aux fins de protection des consommateurs finaux, une proportion d'«Agents énergétiques non vérifiables» supérieure à 20 % doit être justifiée envers les consommateurs finaux.

Cette justification doit accompagner le marquage de l'électricité et n'est pas soumise à une forme prescrite. Il appartient aux fournisseurs des clients finaux de décider sous quelle forme ils entendent communiquer leur justification. On attend d'eux qu'ils fournissent une justification transparente, plausible et compréhensible pour le consommateur final. Les détails doivent être disponibles en cas d'éventuelle vérification du marquage de l'électricité.

Exemple

Le mix d'électricité fourni à nos clients indique une valeur de 33 % d'«Agents énergétiques non vérifiables». Cette proportion s'explique par le fait que nous revendons une part de la plus-value écologique de l'électricité hydraulique produite dans nos installations. Vous avez toutefois la possibilité de modifier le mix d'électricité qui vous est livré et de porter la part de l'énergie hydraulique à 100 % avec le produit électrique «Electricité hydraulique superclean».

- 1.10 L'électricité que l'entreprise ne fournit pas directement à ses propres consommateurs finaux doit être déduite du calcul du mix du fournisseur et du mix du produit selon l'article 1a, alinéa 2. Cela s'applique notamment aux livraisons d'électricité convenues par contrat, concernant une ou plusieurs catégories d'agents énergétiques, à des revendeurs suisses ou étrangers ou encore à des consommateurs finaux étrangers.

Le marquage de l'électricité se rapporte à la quantité d'électricité fournie aux propres consommateurs finaux durant l'année de référence, soit globalement pour tous les clients finaux (mix du fournisseur), soit spécifiquement pour chaque groupe de clients finaux (mix du produit). L'électricité qui

est fournie à d'autres entreprises d'approvisionnement en énergie, domestiques ou étrangères, à des consommateurs finaux étrangers ou qui fait l'objet d'un négoce n'entre pas dans le marquage de l'électricité. Les fournitures à des tiers basées sur de simples certificats (non pas sur l'approvisionnement en électricité) doivent également être déduites du mix du fournisseur (voir à ce propos chapitre 3.6.5).

Exemple

Les ventes d'électricité d'une entreprise d'approvisionnement en énergie ont totalisé 1'000 GWh en 2008, dont 400 GWh à ses propres consommateurs finaux et 600 GWh à d'autres entreprises. Le marquage de l'électricité ne doit être effectué que pour les 400 GWh, car ils sont livrés à des consommateurs finaux. Pour ces 400 GWh, les attestations indiquant les agents énergétiques utilisés et l'origine de l'électricité doivent être disponibles. Quant aux 600 GWh fournis à des clients intermédiaires (non finaux), ils sont soumis à l'obligation d'information, dans la mesure où l'acheteur est domicilié en Suisse.

1.11 En collaboration avec les entreprises du secteur de l'électricité, l'office élabore un instrument d'exécution de la comptabilité électrique.

L'Office fédéral de l'énergie met divers instruments à dispositions pour aider à la mise en œuvre des dispositions relatives au marquage de l'électricité. Ces instruments sont décrits en détail à la section 1.6 (Aperçu des aides à l'exécution du marquage de l'électricité).

2.3.1.2 Le marquage pour les entreprises soumises à l'obligation de marquage

2.1 Le marquage à l'intention des consommateurs finaux est effectué au moins une fois par année civile, sur la facture d'électricité qui leur est envoyée ou en annexe. Des publications supplémentaires sont autorisées.

Le marquage doit être adressé au moins une fois par an aux consommateurs finaux (soit imprimé sur la facture d'électricité, soit en annexe à la facture d'électricité).

2.2 Les entreprises soumises à l'obligation de marquage sont tenues d'informer les consommateurs finaux même lorsque la facture d'électricité est fournie par une autre entreprise.

Cette situation particulière se présente par exemple dans les cas de contrats passés avec des clients multisites. Un exemple détaillé de traitement du marquage de l'électricité dans les cas de contrats pour clients multisites est présenté à la section 3.6.8 (Clients multisites et marquage de l'électricité).

2.3 Le marquage doit faire référence à partir du 1^{er} juillet au plus tard aux données de l'année civile précédente.

Aucun délai n'est prévu pour l'envoi du marquage de l'électricité aux consommateurs finaux, mais il doit avoir lieu au moins une fois par an. Si l'envoi du marquage survient à partir du 1^{er} juillet, il doit reposer sur les données de l'année civile précédente. Ce point avait de l'importance dans la phase d'introduction du marquage de l'électricité en Suisse. Aujourd'hui, toutes les entreprises soumises à l'obligation de marquage y procèdent sur la base de l'année précédente.

2.4 Le marquage se fait au moyen d'un tableau (exemple: figure 1 ou figure 2) dont les dimensions doivent être de 10 x 7 cm minimum.

Les contenus du tableau de marquage sont clairement prescrits. Le législateur tente ainsi d'obtenir le plus de transparence réalisable et la meilleure comparabilité possible des marquages d'électricité en Suisse.

Les dimensions minimales de 10 x 7 cm doivent être respectées. En revanche, la taille des polices de caractères, la couleur des tableaux et des caractères, etc. ne sont soumises à aucune prescription formelle. Le tableau de marquage de l'électricité doit être structuré de manière à être bien lisible par le consommateur final.

Le client doit savoir clairement s'il s'agit du mix du produit ou du mix du fournisseur. Cela se remarque dans les formulations différenciées «L'électricité qui vous a été fournie (produit électrique XYZ) a été produite à partir de:» ou «L'ensemble de l'électricité fournie à nos clients a été produite à partir de:» (voir figures 6 et 7).

2.5 Si le mix du produit est indiqué dans le tableau selon l'article 1a, alinéa 2 (exemple: figure 2), il faut également renvoyer à l'endroit où se trouve la publication commune selon l'article 1a, alinéa 4.

Même si une entreprise opte pour indiquer le mix du produit à ses clients finaux, le mix du fournisseur doit être publié sur la plateforme commune d'Internet (voir chapitre 2.4.2). Si le mix du produit est indiqué, il faut renvoyer à cette plateforme dans le marquage de l'électricité (voir figure 7).

Le tableau peut être complété par des informations supplémentaires et des illustrations, pour autant que les exigences minimales de l'ordonnance soient remplies..

Exemples de marquage répondant aux exigences minimales:

10 cm

7 cm

Marquage de l'électricité		
Votre fournisseur de courant:	EAE ABC	
Contact:	www.eae-abc.ch, tél. 099 999 99 99	
Année de référence:	2010	
L'ensemble du courant fourni à nos clients a été produit à partir de:		
en %	Total	en Suisse
Energies renouvelables	51,0 %	41,0 %
Energie hydraulique	50,0 %	40,0 %
Autres énergies renouvelables	0,0 %	0,0 %
Courant au bénéfice de mesures d'encouragement ¹	1,0 %	1,0 %
Energies non renouvelables	44,0 %	29,0 %
Energie nucléaire	44,0 %	29,0 %
Energies fossiles	0,0 %	0,0 %
Déchets	2,0 %	2,0 %
Agents énergétiques non vérifiables	3,0 %	
Total	100,0 %	72,0 %
¹ Courant au bénéfice de mesures d'encouragement: 45 % d'énergie hydraulique, 7 % d'énergie solaire, 20 % d'énergie éolienne, 25 % de biomasse et de déchets issus de la biomasse, 3 % de géothermie		

Figure 6 Exemple de tableau de marquage du courant conforme aux exigences minimales (mix du fournisseur)

10 cm

7 cm

Marquage de l'électricité		
Votre fournisseur de courant:	EAE ABC ²	
Contact:	www.eae-abc.ch, tél. 099 999 99 99	
Année de référence:	2010	
Le courant que nous vous avons fourni (produit XYZ) a été produit à partir de:		
en %	Total	en Suisse
Energies renouvelables	98,0 %	96,0 %
Energie hydraulique	94,0 %	94,0 %
Autres énergies renouvelables	3,0 %	1,0 %
Energie solaire	0,5 %	0,5 %
Energie éolienne	2,0 %	0,0 %
Biomasse	0,5 %	0,5 %
Courant au bénéfice de mesures d'encouragement ¹	1,0 %	1,0 %
Energies non renouvelables	0,0 %	0,0 %
Energie nucléaire	0,0 %	0,0 %
Energies fossiles	0,0 %	0,0 %
Déchets	2,0 %	2,0 %
Agents énergétiques non vérifiables	0,0 %	
Total	100,0 %	98,0 %
¹ Courant au bénéfice de mesures d'encouragement: 45 % d'énergie hydraulique, 7 % d'énergie solaire, 20 % d'énergie éolienne, 25 % de biomasse et de déchets issus de la biomasse, 3 % de géothermie		

² Vous trouverez la composition de l'ensemble de l'électricité fournie par EAE ABC à ses clients finaux sur le site Internet www.<Nom de la plateforme>.ch

Figure 7 Exemple de tableau de marquage du courant conforme aux exigences minimales (mix du produit)

2.4 Nouveautés dans le marquage de l'électricité selon l'OEne

Les bases du marquage de l'électricité arrêtées en 2005 dans l'ordonnance sur l'énergie ont subi deux modifications en 2009. Il s'agissait de la justification pour les «Agents énergétiques non vérifiables» et de l'indication du «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement».

Une deuxième adaptation, qui a eu lieu le 1^{er} octobre 2011, entre en vigueur en 2012 (pour le marquage de l'électricité de 2011). Les modifications concernent le choix entre le mix du fournisseur et le mix du produit, la publication commune sur Internet, le traitement prioritaire des garanties d'origine pour le marquage de l'électricité ainsi que la possibilité d'harmoniser le marquage de l'électricité avec les normes internationales.

Le domaine des garanties d'origine a aussi connu quelques innovations. La validité des garanties d'origine a été fixée pour être compatible avec les dispositions de l'UE (2009/28/CE, article 5, alinéa 3). Ici également, il est désormais possible de s'aligner sur les normes internationales.

S'agissant des garanties d'origine, une obligation de saisie a en outre été introduite à partir du 1^{er} janvier 2013 pour les centrales d'une puissance de raccordement supérieure à 30 kVA. Les garanties d'origine seront dès lors établies pour toutes les centrales suisses, à l'exception des microcentrales et de quelques cas spéciaux selon l'article 1d, alinéa 6, OEne. Désormais, la production non renouvelable est aussi saisie dans le système des garanties d'origine. Cela augmente la transparence et devrait, avec le traitement prioritaire des garanties d'origine pour le marquage, réduire le pourcentage des «Agents énergétiques non vérifiables». Les détails à ce propos se trouvent sur les sites correspondants de l'OFEN (www.ofen.admin.ch -> Thèmes -> Approvisionnement en électricité -> Attestation d'origine de l'électricité) et de Swissgrid (www.swissgrid.ch -> Portail spécialisé -> Fournisseurs d'énergies renouvelables -> Garanties d'origine).

2.4.1 Choix entre mix du produit et mix du fournisseur

- c. année de référence;
- d. noms de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage et service de cette entreprise à contacter.

² Les données visées à l'al. 1, let. a à c, sont indiquées soit pour l'ensemble de l'électricité fournie à tous les consommateurs finaux (mix du fournisseur), soit pour chaque consommateur final uniquement pour l'électricité qui lui a été fournie (mix du produit). L'entreprise soumise à l'obligation de marquage doit appliquer l'option choisie pour tous ses consommateurs finaux.

³ Elle doit tenir une comptabilité électrique pour saisir les données nécessaires aux informations selon l'al. 1, let. a à c.

⁴ Les entreprises soumises à l'obligation de marquage, qu'elles aient opté pour le mix du fournisseur ou le mix du produit, publient ensemble leur mix du fournisseur respectif, au plus tard à la fin de l'année civile suivante, notamment par le biais d'une adresse Internet unique librement accessible.

Figure 8 Extrait de l'OENE avec les innovations

Les entreprises d'approvisionnement énergétique (EAE) peuvent désormais opter pour le mix du produit ou le mix du fournisseur dans le marquage de l'électricité. Le mix du fournisseur désigne l'ensemble du volume d'électricité fournie aux clients finaux d'une EAE et est donc identique pour tous ses clients finaux. Le mix du produit peut varier d'un client à l'autre en fonction de la composition des produits électriques commandés. En théorie, chaque client pourrait recevoir un marquage de l'électricité différent. Dans la pratique, les groupes de clients avec un mix d'électricité identique sont regroupés. Il existe alors un marquage de l'électricité spécifique à chaque groupe de clients. Il est interdit de mélanger le mix du produit et le mix du fournisseur. Si le mix du produit est indiqué pour un client, il faut également indiquer le mix du produit pour tous les autres clients.

Concernant l'indication du mix du produit, il faut se demander comment traiter les changements de produits durant l'année en cours. L'exemple ci-après illustre cette problématique. De janvier à juin, un client achète du «courant normal» (composé de 50% d'énergie nucléaire et de 50% d'énergie hydraulique); à partir de juillet, il opte pour du «courant écologique» (composé de 90% d'énergie hydraulique et de 10% d'énergie solaire).

Il existe en principe deux variantes pour indiquer un tel changement: soit on fait un calcul mixte pour toute l'année, soit on indique le mix du produit à la date de référence. Dans le calcul mixte de l'exemple ci-dessus, on indiquerait 25% d'énergie nucléaire, 70% d'énergie hydraulique et 5% d'énergie solaire (pondération des deux produits en fonction de la durée de prélèvement). Pour l'indication à la date de référence, on indiquerait 50% d'énergie nucléaire et 50% d'énergie hydraulique (si la date de référence est antérieure au 1^{er} juillet) ou bien 90% d'énergie hydraulique et 10% d'énergie solaire (si la date de référence est postérieure au 30 juin).

Le calcul mixte livre des informations plus précises, mais il est plus complexe. Pour des raisons de simplification, il est donc aussi possible d'indiquer le mix du produit à la date de référence. Lorsque le mix du produit est indiqué à la date de référence, cette date doit figurer dans le marquage.

La même question se pose si un client achète simultanément plusieurs produits. Dans ce cas, il faut impérativement effectuer un calcul mixte pour l'ensemble des produits. Cette situation est à nouveau illustrée par un exemple. Un client achète 90 MWh de «courant normal» (composé comme précédemment de 50% d'énergie nucléaire et de 50% d'énergie hydraulique) et 10 MWh de

«courant écologique» (à nouveau composé de 90% d'énergie hydraulique et de 10% d'énergie solaire). Il s'agit alors de calculer la composition pour tous les produits achetés par ce client. Dans cet exemple, le mix électrique se compose de 45% d'énergie nucléaire, de 54% d'énergie hydraulique et de 1% d'énergie solaire (pondération des deux produits en fonction du volume prélevé). Il est possible de donner des informations supplémentaires sur les différents produits.

2.4.2 Publication commune des mix du fournisseur

- c. année de référence;
- d. noms de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage et service de cette entreprise à contacter.

² Les données visées à l'al. 1, let. a à c, sont indiquées soit pour l'ensemble de l'électricité fournie à tous les consommateurs finaux (mix du fournisseur), soit pour chaque consommateur final uniquement pour l'électricité qui lui a été fournie (mix du produit). L'entreprise soumise à l'obligation de marquage doit appliquer l'option choisie pour tous ses consommateurs finaux.

³ Elle doit tenir une comptabilité électrique pour saisir les données nécessaires aux informations selon l'al. 1, let. a à c.

⁴ Les entreprises soumises à l'obligation de marquage, qu'elles aient opté pour le mix du fournisseur ou le mix du produit, publient ensemble leur mix du fournisseur respectif, au plus tard à la fin de l'année civile suivante, notamment par le biais d'une adresse Internet unique librement accessible.

Figure 9 Extrait de l'OEnE avec les innovations

Indépendamment de l'option pour le mix du produit ou pour le mix du fournisseur, les mix du fournisseur de toutes les EAE doivent désormais être publiés sur une plateforme commune d'Internet., la première fois pour le mix électrique 2011. En tant qu'association de la branche, l'AES coordonne ces travaux. Si une EAE opte pour le mix du produit, le marquage de l'électricité doit impérativement renvoyer à cette plateforme d'Internet (voir exemple dans le chapitre 2.3.2.2).

2.4.3 Traitement prioritaire des garanties d'origine pour le marquage de l'électricité

730.01

Energie

- 1.4 Si des agents énergétiques doivent être comptabilisés dans les catégories principales «Autres énergies renouvelables» et «Energies fossiles», toutes les sous-catégories afférentes dont la valeur est supérieure à zéro doivent être mentionnées.
- 1.5 L'affectation à une catégorie se fonde sur l'attestation correspondante, notamment la garantie d'origine selon l'art. 1d, une garantie d'origine reconnue internationalement, comme la garantie d'origine selon l'art. 15 de la directive 2009/28/CE²⁴⁶, le certificat, l'indication de consommation du compteur de l'installation de production ou le contrat. L'attestation doit pouvoir être présentée lors de contrôles subséquents.
- Toutes les garanties et attestations existantes doivent être enregistrées dans la comptabilité électrique. Elles doivent également être utilisées pour répondre à l'obligation de marquage et d'information; celles qui sont visées à l'art. 1d ainsi que les garanties et attestations d'origine doivent être prises en compte en premier, avant d'éventuelles autres attestations.
- 1.6 La quantité d'électricité visée à l'art. 7a de la loi est affectée à la catégorie principale «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement» au sein de la catégorie principale «Energies renouvelables». La part respective des agents énergétiques dont cette électricité est issue doit être indiquée dans une note.

Figure 10 Extrait de l'OENE avec les innovations

Toutes les attestations disponibles doivent désormais être saisies dans la comptabilité électrique. Pour répondre à l'obligation de marquage et d'information, il faut utiliser en premier lieu les garanties d'origine (suisses ou étrangères). Ce n'est qu'après avoir utilisé toutes les garanties d'origine disponibles que l'on recourra à d'autres attestations (telles que contrats, indications du compteur ou certificats) (voir aussi à ce propos le chapitre 2.3.2.1).

3 Mise en œuvre du marquage de l'électricité en pratique

3.1 Systématique du marquage de l'électricité en un coup d'œil

Le système de marquage du courant appliqué en Suisse repose sur des attestations pour chaque unité d'énergie produite. La règle prévaut qu'on ne saurait utiliser davantage d'attestations pour le marquage qu'il n'en existe effectivement. Grâce au système suisse des garanties d'origine, la vente à double d'attestations peut être très largement exclue.

Toutes les entreprises de la chaîne de marquage soumises à l'obligation de marquage sont responsables d'un marquage correct -> cf. section 1.4. L'Office fédéral de l'énergie peut organiser la vérification des diverses comptabilités électriques et des marquages.

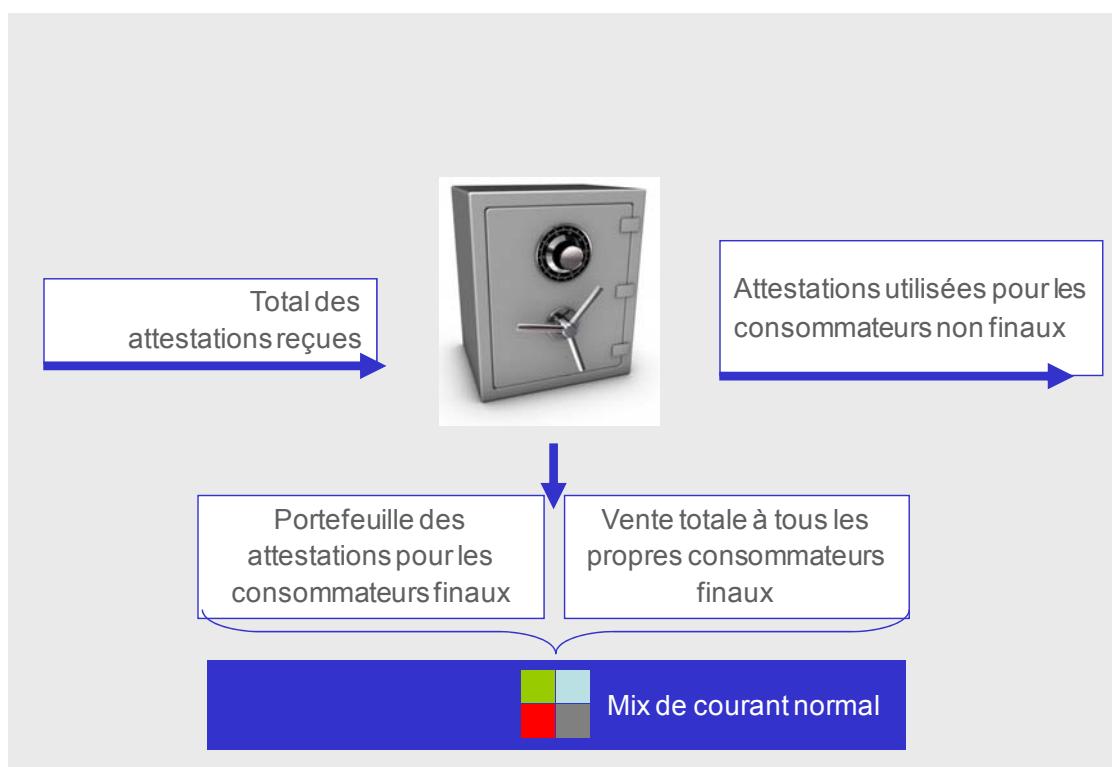


Figure 11 Systématique du marquage de l'électricité

3.2 Déroulement du marquage de l'électricité

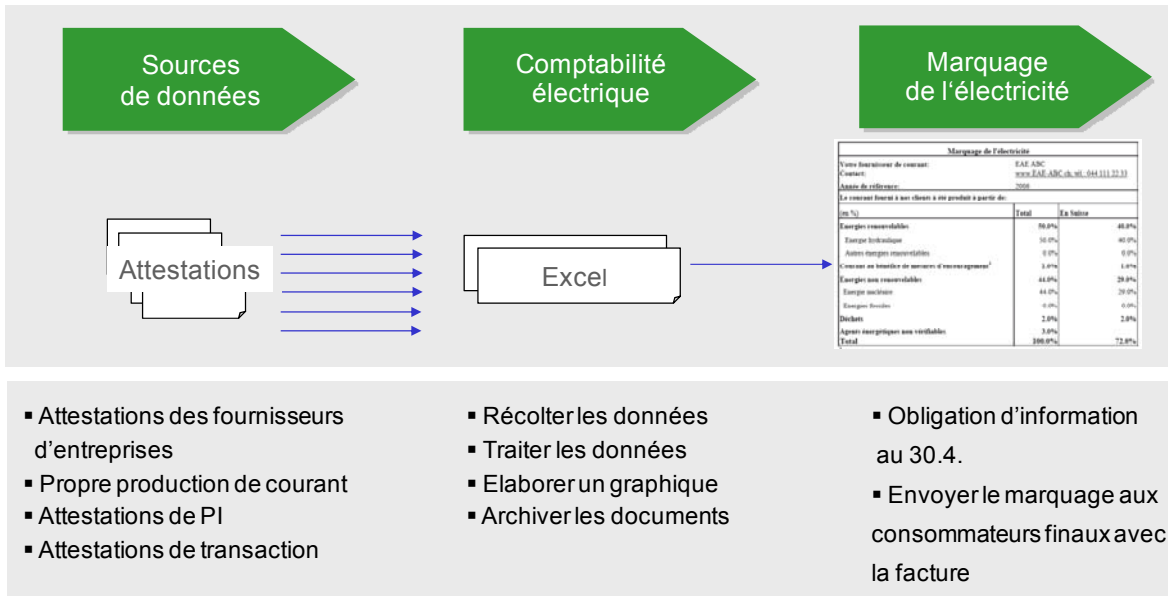


Figure 12 Déroulement du marquage de l'électricité

3.2.1 Réunion des sources de données

La réunion systématique des documents et des données utiles au marquage, qui constitue la base d'une comptabilité électrique correcte, permet de s'acquitter de l'obligation d'information et de marquage du courant. Afin de préparer la réalisation annuelle du marquage de l'électricité, les documents et les données reçus sont conservés dans un classeur «Marquage de l'électricité». Cette précaution permet de classer en bon ordre les documents utiles à la deuxième étape, l'établissement de la comptabilité électrique.

Bien que le marquage constitue une «dette portable», il est recommandé d'intervenir suffisamment tôt auprès des fournisseurs d'entreprises ou des producteurs pour leur demander de s'acquitter de leur obligation d'information. On peut ainsi déceler précocement les problèmes de calendrier et les résoudre.

3.2.2 Etablir et tenir la comptabilité électrique

Les entreprises soumises à l'obligation d'information doivent s'acquitter de leur obligation légale d'informer au plus tard le 30 avril. Il est recommandé d'établir jusqu'à cette date une comptabilité électrique pour l'année précédente. Les modèles de comptabilité électrique proposés par l'OFEN (versions «pro» et «light») constituent une solide base comptable qui convient dans la plupart des cas.

Les attestations disponibles peuvent être ventilées dans la comptabilité électrique en fonction des ventes aux consommateurs finaux. Il n'est pas impératif d'attribuer toutes les attestations disponibles aux consommateurs finaux. L'entreprise soumise à l'obligation de marquage peut souligner le positionnement qu'elle s'est donnée en attribuant les attestations disponibles de manière sélective.

3.2.3 Etablir et envoyer le marquage

Une fois par an au moins, le fournisseur de clients finaux doit informer ses consommateurs finaux du mix d'électricité en l'indiquant sur la facture ou en annexe de celle-ci. En principe, la date de remise du marquage aux consommateurs finaux peut être choisie librement. En pratique, cependant, on constate que cette information est souvent transmise en automne avec la facture finale.

Les entreprises sont libres de choisir si elles veulent imprimer le marquage de l'électricité sur la facture, par exemple en page 3, ou si elles préfèrent l'envoyer par une information séparée en annexe à la facture d'électricité. L'envoi du marquage de l'électricité aux consommateurs finaux clôt la comptabilité électrique qui en fait l'objet.

Il est recommandé de procéder à un contrôle de la qualité en fin d'année, lequel peut concerner les points suivants

- Tous les consommateurs finaux ont-ils reçu un marquage du courant?
- La comptabilité électrique contient-elle des garanties d'origine en surnombre qu'il serait possible de céder?
- La stratégie prévue en matière de garanties d'origine et de qualité de l'électricité a-t-elle été mise en œuvre?

3.3 Planification systématique du marquage de l'électricité

Le mix de fournisseurs à présenter aux consommateurs finaux peut être adapté spécifiquement en fonction des attentes de la clientèle et des conditions de marché. Une planification systématique du marquage annuel permet d'agir en temps opportun et conformément aux besoins des clients.

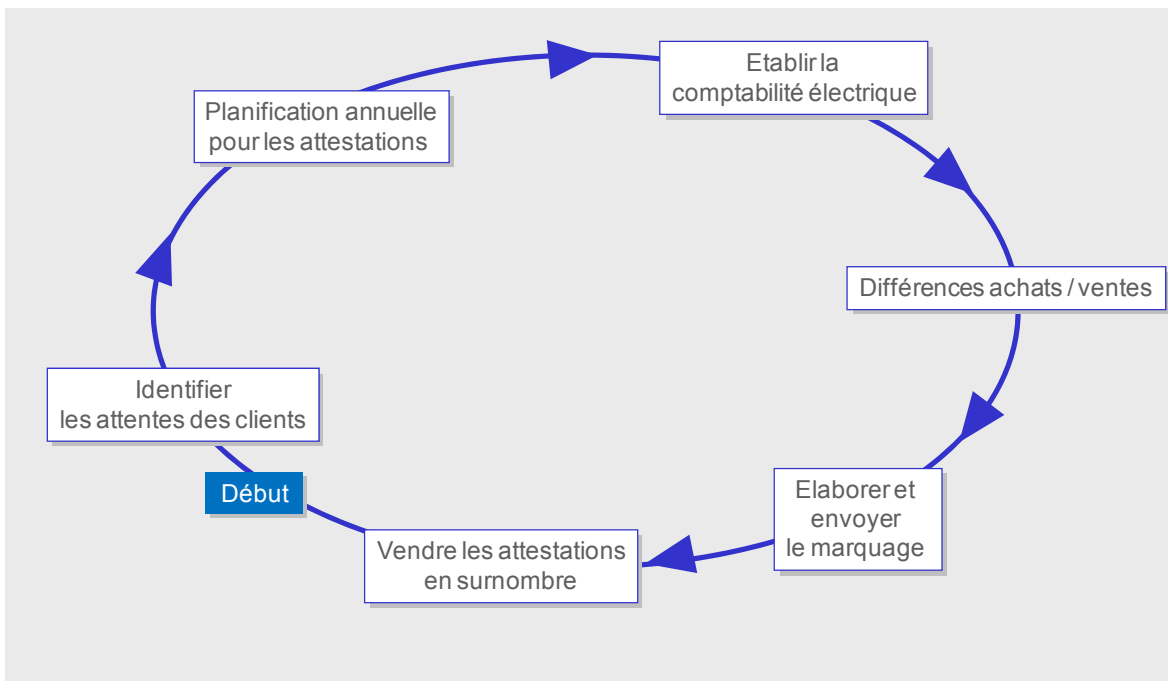


Figure 13 Cycle de planification du marquage

3.4 Sept étapes pour un marquage du courant impeccable

Voici énumérées les sources d'erreurs les plus fréquentes dans la mise en œuvre du marquage de l'électricité. On peut sensiblement réduire le taux d'erreur du marquage de l'électricité en appliquant correctement les mesures suivantes.

N°	Mesures	Points faibles possibles
1	N'utiliser que des attestations disponibles sans ambiguïté.	Absence de contrats avec des producteurs indépendants, lacunes dans les informations obligatoires des fournisseurs d'entreprises, accords peu clairs dans des opérations de bourse de courant écologique.
2	Appliquer les données de l'année civile pour remplir les obligations d'information et de marquage du courant.	Extrapoler à l'année hydrologique, contrôler précisément et justifier de manière plausible la production des installations solaires ou procéder à l'estimation des ventes aux consommateurs finaux.
3	Déterminer les ventes aux consommateurs finaux.	La comptabilité électrique s'appuie sur les ventes au consommateur final. Si ce chiffre est mal calculé, le marquage du courant est erroné.
4	Désigner les agents énergétiques selon les dispositions de l'ordonnance sur l'énergie, appendice 4.	Les catégories principales obligatoires doivent impérativement être énumérées et désignées conformément aux prescriptions. Une désignation différente réduirait les possibilités de comparaison et n'est pas acceptable.
5	Mentionner les sous-catégories.	Les sous-catégories doivent être énumérées si elles contiennent un pourcentage.
6	Les «Agents énergétiques non vérifiables» ne doivent pas être saisis dans la comptabilité électrique.	Souvent, l'information des fournisseurs d'entreprises contient aussi la mention d'une part d'«Agents énergétiques non vérifiables». Ceux-ci ne doivent pas être portés dans la comptabilité électrique, car les garanties d'origine manquantes indiquent automatiquement les «Agents énergétiques non vérifiables».
7	Garantir que tous les consommateurs finaux reçoivent chaque année un marquage de l'électricité avec leur facture.	Les nouveaux résidents, les clients intégrés dans le système de recouvrement direct (LSV), les raccordements temporaires, les clients acquéreurs d'électricité de chantier sont des catégories de clients que l'on peut exclure de la liste standard d'adressage du marquage de l'électricité. Il faut contrôler chaque année ces catégories de clients et garantir qu'ils reçoivent également un marquage de l'électricité.

3.5 Cinq étapes pour une information parfaitement conforme aux obligations

Voici la liste des sources d'erreurs les plus fréquentes dans la réalisation des mesures d'accomplissement de l'obligation d'information. La mise en œuvre correcte des mesures suivantes permet de réduire déjà sensiblement le taux d'erreurs concernant l'obligation d'information.

N°	Mesures	Points faibles possibles
1	Déterminer si une obligation d'information s'applique à l'entreprise.	Les producteurs, sociétés d'achat et sociétés d'acquisition d'énergie ne réalisent souvent pas clairement qu'ils sont soumis à l'obligation d'information.
2	Respecter le délai du 30 avril.	Le 30 avril au plus tard, l'information obligatoire doit être parvenue à l'acheteur. Il faut planifier une marge de réserve pour le cas où l'information obligatoire transmise devrait être amendée.
3	Utiliser la liberté de forme accordée pour s'acquitter de l'obligation d'information.	Pour s'acquitter de l'obligation d'information, il ne faudrait pas utiliser le tableau de marquage de l'électricité, car celui-ci est conçu pour les consommateurs finaux.
4	Transmettre clairement et sans ambiguïté les informations minimales.	Les informations minimales sont les suivantes: année de production, catégorie d'agents énergétiques, quantité et origine. Il faut indiquer les quantités en valeurs absolues (MWh, GWh) par agent énergétique et non pas les pourcentages du mix.
5	Informier officiellement même si les détails de l'information obligatoire sont en soi clairs tant pour l'acheteur que pour le vendeur.	Même si, par exemple, la société Windkraft SA ne produit et ne livre à 100 % que de l'énergie éolienne suisse, l'information obligatoire comporte toutes les informations minimales.

3.6 Cas particuliers de marquage du courant

Nous répondons dans le présent chapitre à des questions souvent posées sur des cas particuliers de marquage du courant. Le lecteur trouvera des questions et réponses supplémentaires dans le forum aux questions (FAQ) sous www.ofen.admin.ch -> *Approvisionnement en électricité/stromkennzeichnung* -> *Marquage de l'électricité*.

3.6.1 Electricité de chantier et raccordements temporaires

Les acheteurs de courant de chantier et les clients raccordés temporairement, comme les forains ou les exposants, doivent également recevoir un marquage de l'électricité. On peut s'en acquitter par exemple en procédant à l'analyse annuelle des clients qui ne reçoivent pas de marquage de l'électricité.

3.6.2 Utilisation des attestations provenant de la rétribution à prix coûtant du courant injecté

Les garanties d'origine réunies par Swissgrid, respectivement par le groupe-bilan pour les énergies renouvelables, sont déclarées chaque année aux consommateurs finaux. Swissgrid et l'OFEN calculent le taux, applicable à l'ensemble de la Suisse, de la catégorie principale «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement» et les quantités partielles correspondant à ses sous-catégories. L'OFEN communique chaque année au printemps les valeurs de l'année précédente.

Les fournisseurs de clients finaux doivent obligatoirement intégrer le pourcentage de «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement» dans le mix de fournisseurs et le transmettre à leurs consommateurs finaux. Une cession est exclue.

3.6.3 Marquage du courant pour les clients intégrés dans le système de recouvrement direct

Les clients qui règlent leurs factures par recouvrement direct (LSV ou Debit Direct) doivent recevoir une fois par année civile un marquage complet de l'électricité. Si le décompte est effectué par tranches trimestrielles, quatre possibilités de transmettre le marquage du courant s'offrent au fournisseur, qui n'en a qu'une seule en cas de décompte annuel global.

Si le marquage de l'électricité n'est pas encore disponible au moment de l'envoi de la facture globale, le client soumis au système de recouvrement direct devra recevoir ce marquage ultérieurement.

3.6.4 Sous-locataires

Il peut arriver que des fournisseurs de clients finaux livrent des consommateurs finaux qui revendent l'électricité à des sous-locataires sur leur aire d'exploitation. Aucune réglementation spéciale n'est prévue pour les sous-locataires en ce qui concerne l'adressage du marquage de l'électricité. Le marquage est adressé au destinataire de la facture, auprès duquel les sous-locataires devraient pouvoir s'informer.

3.6.5 Attestations vendues à des clients finaux hors de la propre zone de desserte

Si un fournisseur de clients finaux vend en dehors de sa propre zone de desserte des attestations de courant écologique à des consommateurs finaux (pas de fourniture d'électricité, uniquement vente de documents souvent aussi dénommés certificats), ces attestations ne peuvent plus être utilisées pour le mix de fournisseurs destiné aux propres clients finaux. Dans la comptabilité électrique, ces attestations doivent être déduites à la rubrique «Attestations utilisées pour des consommateurs non finaux». Cette réglementation s'applique tant sur le marché fermé que sur le marché ouvert de l'électricité. Si des attestations de courant écologique sont vendues aux propres clients finaux, elles font partie du mix du fournisseur.

3.6.6 Acquéreurs d'une attestation d'électricité écologique auprès d'un tiers

Les consommateurs finaux qui achètent auprès d'un tiers une attestation d'électricité écologique (pas de fourniture d'électricité, uniquement vente de documents souvent aussi dénommés certificats) sont traités comme des consommateurs finaux ordinaires par les fournisseurs locaux de clients finaux. Ils reçoivent donc un marquage de l'électricité. L'interprétation des deux marquages du courant – premièrement par le fournisseur local de clients finaux et deuxièmement par le vendeur d'électricité écologique – est laissée au soin du consommateur final.

3.6.7 Validité des attestations

En principe, les attestations sont valables durant l'année de production. Les certificats RECS constituent une exception. Les attestations non utilisées en XX01 ne peuvent plus être utilisées dans le marquage pour l'année XX02.

3.6.8 Clients multisites et marquage de l'électricité

Le traitement du marquage de l'électricité pour les clients multisites a été défini par les membres du groupe d'accompagnement «Clients multisites» pendant l'introduction de l'obligation de marquage en 2005. Voici une représentation graphique à titre d'explication.

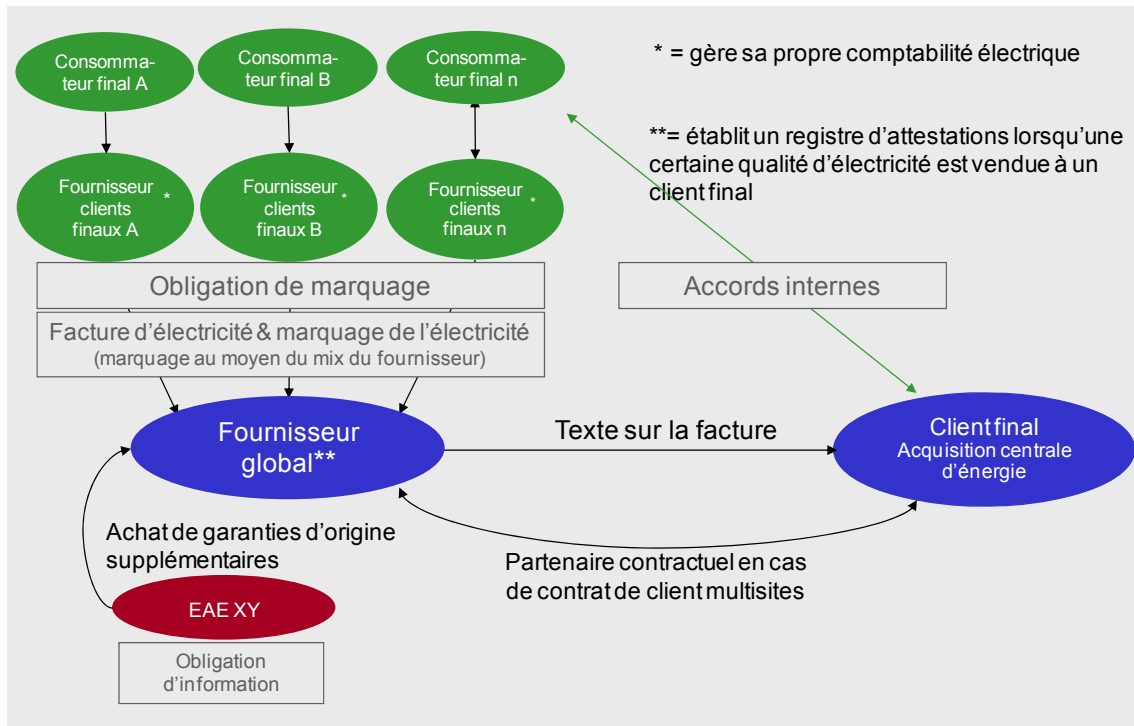


Figure 14 Traitement du client multisites en matière de marquage du courant

Les parties au contrat importantes quant au marquage du courant dans le cas d'un contrat global sont les suivantes:

1. Fournisseur global = fournisseur du contrat global de client multisites
2. Acquéreur général d'énergie = client ou partenaire contractuel du fournisseur global
3. Sites de consommation finale = sites de consommation finale couverts par le contrat global de client multisites

Déroulement:

Le fournisseur global réunit les factures d'électricité (y compris les marquages du courant) de tous les sites de consommation finale pour les transmettre à l'acquéreur général d'énergie. Les divers sites de consommation intégrés dans le contrat n'ont généralement pas conclu de contrat de fourniture de courant avec le fournisseur global, dont ils ne reçoivent pas non plus de facture d'électricité.

En raison des conditions de contrat particulières, il n'est que difficilement possible de remplir l'obligation de marquage du courant dans le cas décrit ci-dessus. Mais comme tout consommateur final a le droit de connaître les informations contenues dans le marquage de l'électricité, l'OFEN propose la procédure suivante, d'entente avec la branche et le groupe d'accompagnement des clients multisites, pour procéder au marquage du courant dans le cas des contrats globaux pour clients multisites.

Le fournisseur global indique à l'acquéreur général d'énergie, lors de la transmission de la facture d'électricité, qu'il renonce pour des raisons administratives à envoyer les nombreux marquages de courant individuels, mais il lui signale qu'en qualité d'acquéreur, il a le droit de demander en tout temps son marquage de l'électricité auprès du fournisseur global, par exemple si un site de consommation couvert par le contrat global souhaite recevoir son marquage d'électricité.

La possibilité doit aussi être ménagée aux entreprises des sites de consommation finale de demander le marquage d'électricité qui leur est spécifique auprès de l'acquéreur général d'énergie.

Proposition de texte sur la facture d'électricité adressée à l'acquéreur général d'énergie ou en annexe à cette facture:

«Pour réduire autant que possible la charge administrative, nous renonçons à l'envoi automatique du marquage de l'électricité. Il vous est toutefois possible de l'obtenir en tout temps auprès de nos services.»

3.6.9 Fourniture de consommateurs finaux à l'étranger

Il est possible d'utiliser des attestations pour la fourniture de consommateurs finaux à l'étranger. Si elles sont utilisées, de telles attestations doivent être déduites dans la comptabilité électrique à la rubrique «Attestations utilisées pour des consommateurs non finaux». Dans les zones d'approvisionnement étrangères, les réglementations de marquage du courant spécifiques au pays s'appliquent.

3.6.10 Fourniture directe de différents sites

Si un client possède différents sites, le principe est le suivant: pour chaque unité qui reçoit une facture, il faut indiquer le mix électrique correspondant. La seule exception concerne les clients multisites, qui possèdent des sites situés dans différents réseaux de distribution, mais approvisionnés par un seul et même fournisseur. En l'occurrence, la réglementation selon le chapitre 3.6.8 est applicable.

3.6.11 Energie de transaction et mix ENTSO-E

Fondamentalement, l'énergie des transactions appartient à la catégorie des «Agents énergétiques non vérifiables». Font exception les affaires commerciales documentées par des certificats et attestations valables.

Certains systèmes européens de marquage du courant prévoient le mix ENTSO-E (anciennement mix UCTE) ou un mix national de production pour le marquage de l'énergie des transactions d'origine inconnue. Si une entreprise établie en Suisse prélève de l'énergie de transaction munie de tels marquages étrangers, cette énergie doit être traitée comme de l'énergie de transaction d'origine inconnue, c'est-à-dire qu'elle devra être intégrée dans la catégorie des «Agents énergétiques non vérifiables».

3.6.12 Energie de pompage, ordonnance du DETEC (RS 730.010.1)

D'entente avec la branche, l'Office fédéral de l'énergie a élaboré des dispositions réglementaires concernant le marquage de l'énergie de pompage. Elles se trouvent dans l'ordonnance du DETEC (RS 730.010.1) sur l'attestation du type de production et de l'origine de l'électricité.

d. Art. 4a Comment déterminer la quantité d'électricité produite en cas de recours au pompage-turbinage

1 Lorsqu'une centrale hydraulique recourt au pompage pour disposer d'eau en vue d'une future production d'électricité, la quantité d'électricité produite est calculée de la manière suivante: la quantité d'électricité utilisée pour actionner les pompes, multipliée par un coefficient d'efficacité de 83 %, est déduite de la quantité d'électricité injectée.

2 Un éventuel solde négatif de la période précédente est aussi déduit.

3 Si le coefficient d'efficacité est inférieur à 83 % en moyenne annuelle, le producteur peut demander à l'OFEN l'application d'une valeur moins élevée. Celle-ci aura été établie par une étude émanant d'un organisme indépendant. Elle devra être assez élevée pour que la saisie des garanties d'origine ne porte jamais que sur la quantité d'électricité imputable à des sources naturelles.

4 Le producteur peut en tout temps appliquer un coefficient d'efficacité plus élevé.

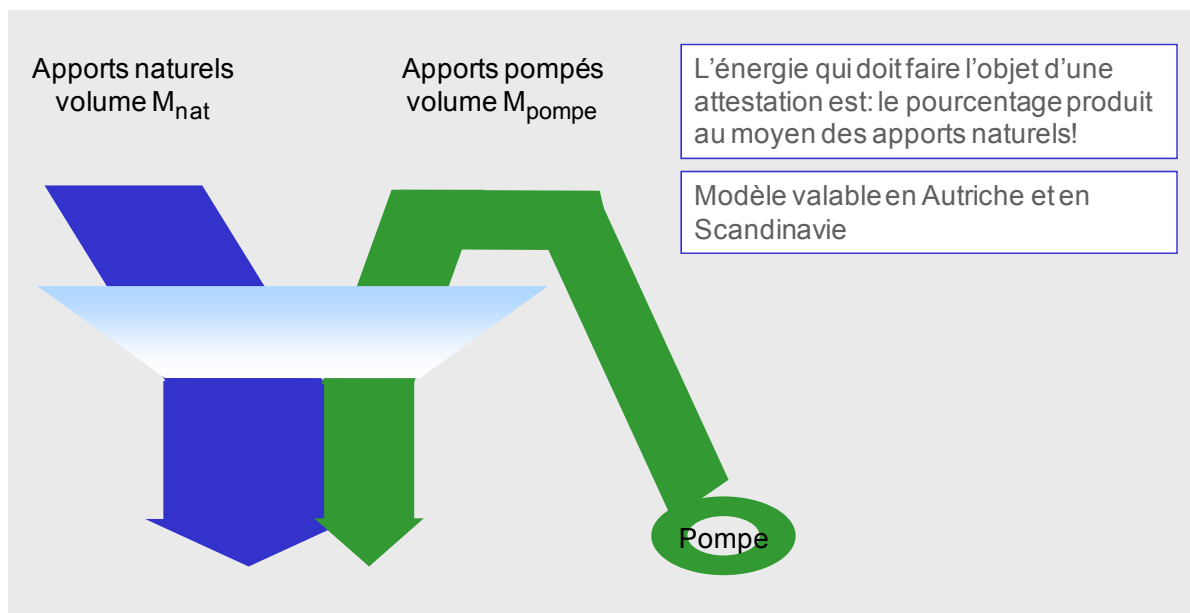


Figure 15 Energie de pompage, débit entrant naturel et débit de pompage

3.6.13 Energie de concession, énergie préférentielle, énergie gratuite

L'énergie de concession, l'énergie préférentielle et l'énergie gratuite pour les communes sont traitées comme des fournitures d'énergie normales dans le marquage du courant. Par exemple, si une qualité d'énergie spéciale est promise à une commune, il faut déduire ces attestations de la rubrique «Attestations utilisées pour des consommateurs non finaux» dans la comptabilité électrique.

3.6.14 Usines d'incinération des ordures ménagères

Pour le marquage du courant, on distingue deux groupes d'usines d'incinération des ordures ménagères (UIOM).

Groupe 1: UIOM mises en exploitation avant le 31 décembre 2005

L'énergie produite à partir de l'UIOM et injectée dans le réseau est attribuée à 100 % à la catégorie principale d'agents énergétiques «Déchets».

Groupe 2: UIOM mises en services à partir du 1^{er} janvier 2006 ou considérablement agrandies

Pour les installations qui remplissent les «conditions de raccordement pour les installations de biomasse», prévues par l'OEnE, 50 % de l'énergie produite est attribuée à la catégorie «Biomasse». Les 50 % restants continuent d'être attribués à la catégorie «Déchets».

3.6.15 Surplus d'énergie des producteurs indépendants (selon l'article 7 LEnE)

Pour autant qu'aucun accord divergent n'ait été conclu avec le producteur indépendant, le surplus d'énergie des producteurs indépendants qui exploitent des sources d'énergie renouvelables au sens de l'article 7, alinéas 1 et 2, LEnE (FFS / «15 centimes») doit être inscrit dans la catégorie «Agents énergétiques non vérifiables». Le prix minimal garanti de reprise (actuellement en principe 15 ct. / kWh) n'inclut aucune compensation pour une éventuelle plus-value écologique. Il en découle que la plus-value écologique et les droits de commercialisation qui s'y rapportent restent aux mains du producteur indépendant. Celui-ci peut néanmoins céder par contrat ces droits de commercialisation et partant la plus-value écologique à l'entreprise chargée de l'approvisionnement en énergie de la collectivité. Dans ce cas, une attestation est disponible: elle peut être inscrite dans la comptabilité électrique et utilisée dans le calcul du mix électrique pour le volume correspondant. Depuis le 1^{er} janvier 2009, le surplus d'énergie des producteurs indépendants doit être saisi par Swissgrid dans le système suisse des garanties d'origine. Ainsi, la plus-value écologique peut être mise à disposition pour ces installations sous forme de garanties d'origine.

L'OFEN met à disposition sur internet un contrat type de cession des droits de commercialisation.

En principe, les attestations peuvent être émises pour la totalité de l'électricité nette produite (quantité maximale pour les attestations) et transmises par cession des droits de commercialisation à l'entreprise chargée de l'approvisionnement énergétique de la collectivité. Si le producteur indépendant utilise des attestations pour sa propre consommation ou pour la fourniture d'électricité à des tiers (en clair, s'il «consomme» ou fournit un courant d'une certaine qualité), les attestations correspondantes doivent être déduites du volume maximal. Les attestations que le producteur indépendant commercialise directement sous forme de certificats – sans fourniture physique – doivent également être déduites.

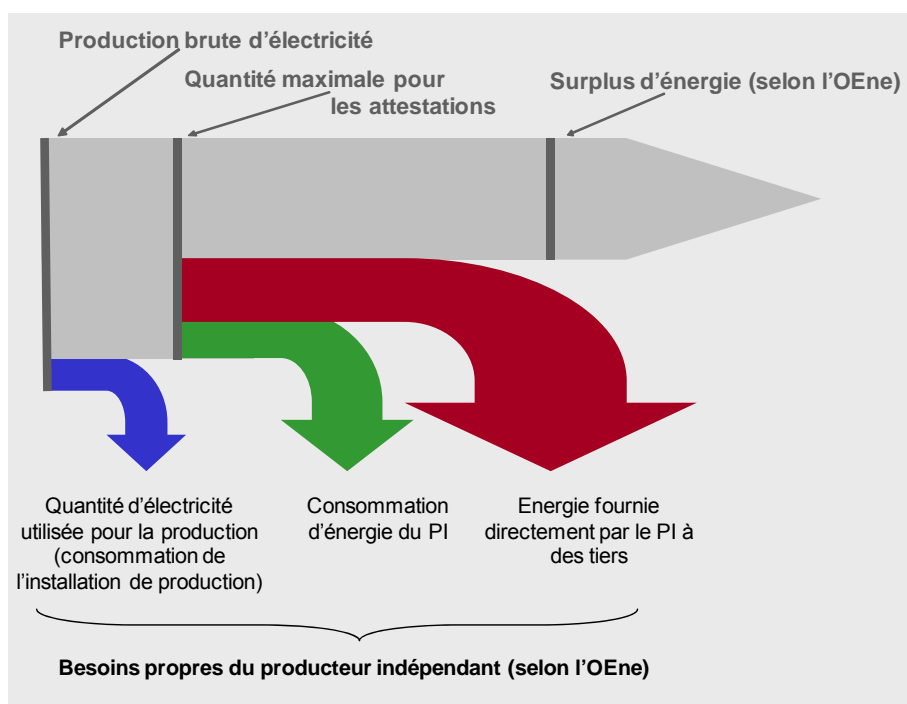


Figure 16 Surplus d'énergie des producteurs indépendants

3.6.16 Pools d'énergie, société d'acquisition, sociétés de participation

Les entreprises peuvent être soumises à l'obligation d'information en raison de l'exercice d'une fonction dans la chaîne de production ou d'acquisition d'électricité. Elles doivent dans ce cas tenir une comptabilité électrique conforme aux exigences et satisfaire à leurs obligations d'information.

Exemple

Cinq fournisseurs de clients finaux fondent une société commune d'acquisition d'électricité. Cette société ne conduit que des activités commerciales et administratives. Une telle société doit recevoir les informations obligatoires de ses producteurs, etc. jusqu'au 30 avril. Elle doit également s'acquitter de son obligation d'information envers ses cinq fournisseurs de clients finaux jusqu'au 30 avril.

3.6.17 Bourses de courant solaire

Si un fournisseur de clients finaux exploite une bourse de courant solaire, les attestations de courant solaire disponibles peuvent être intégrées dans la comptabilité électrique. La condition requise est toutefois qu'une convention de cession écrite de la plus-value écologique existe envers le producteur d'électricité solaire. Les attestations reçues peuvent entrer dans le mix du fournisseur valable pour tous les clients finaux ou dans un mix du produit spécifique.

3.6.18 Attestations valables pour le marquage du courant

Après l'utilisation de toutes les garanties d'origine disponibles pour le marquage de l'électricité, il faut utiliser d'autres attestations pour la quantité fournie restante. La section 2.3.2.1 (Comptabilité électrique) fournit une présentation détaillée des attestations autorisées. En voici une récapitulation.

- certificats de qualité/labels établis par des organismes de contrôle externes (TÜV, naturemade, ok-power, etc.)
- certificats RECS
- contrats de fourniture d'électricité comportant le genre d'agents énergétiques utilisés pour la production
- contrats avec des producteurs indépendants
- déclarations spontanées des producteurs

3.6.19 Pertes en ligne

En raison des pertes en ligne, des attestations librement utilisables pour le marquage de l'électricité apparaissent. Dans la comptabilité électrique, partant dans le marquage du courant, ces attestations librement utilisables sont automatiquement prises en compte. Les pertes en ligne constituent une partie de la différence entre l'ensemble de toutes les attestations reçues et la totalité des ventes à l'ensemble des consommateurs finaux dans la propre zone d'approvisionnement.

3.6.20 Plus d'un marquage par an

En principe, plusieurs marquages d'électricité peuvent être envoyés par année aux consommateurs finaux. Une telle mesure peut être envisagée si des erreurs importantes, que l'on peut corriger dans un deuxième marquage, sont constatées dans le premier marquage après son envoi. Pour éviter toute incertitude, un deuxième marquage éventuel portant sur la même année de référence doit faire l'objet d'un bon commentaire à l'attention du destinataire.

3.6.21 Faut-il transmettre toutes les attestations aux clients finaux

Toutes les attestations disponibles doivent être saisies dans la comptabilité électrique. Dans la mesure où elles n'ont pas été utilisées à une autre fin, toutes les attestations doivent être utilisées pour l'obligation de marquage ou d'information. En cas d'excédent d'attestations, chaque fournisseur de clients finaux peut décider lui-même quelles attestations disponibles il entend utiliser pour le marquage ou pour l'information. Il y a cependant une restriction: les attestations supplémentaires ne peuvent être utilisées qu'après l'utilisation de toutes les garanties d'origine (selon l'article 1d OEné ou l'article 15 2009/28/CE) (voir chapitre 2.3.2.1). Si possible, il faudrait toutefois produire un mix d'électricité correspondant aux attentes des clients. Conformément aux dispositions de la sec-

tion 2.4.1, une proportion d'«Agents énergétiques non vérifiables» supérieure à 20 % doit être justifiée sur le document de marquage du courant.

3.6.22 Arrondissement des valeurs dans le marquage de l'électricité

Les règles commerciales d'arrondissement des chiffres s'appliquent au marquage de l'électricité. La pratique indique que l'on arrondit souvent à un chiffre après la virgule. Dans la présentation du marquage de l'électricité, il est aussi possible d'appliquer des règles d'arrondissement différentes selon la catégorie d'agents énergétiques. Cette flexibilité s'avère judicieuse lorsqu'il faut faire état de petites quantités d'agents énergétiques renouvelables.

Exemple

<u>Energies renouvelables</u>	50,5 %
<u>Energie hydraulique</u>	50,0 %
Autres énergies renouvelables	0,472 %
Energie solaire	0,4 %
Energie éolienne	0,002 %
Biomasse	0,07 %
Géothermie	0,0 %

4 Comptabilité électrique

L'Office fédéral de l'énergie met deux instruments de comptabilité électrique en format Excel à la disposition des entreprises soumises à l'obligation de marquage. Evidemment, d'autres outils peuvent être utilisés pour la comptabilité électrique, pour autant qu'ils soient compréhensibles et présentent un résultat correct.

Les instruments de comptabilité électrique de l'OFEN sont à disposition sous www.ofen.admin.ch - > *Approvisionnement en électricité/stromkennzeichnung* -> *Marquage de l'électricité* et peuvent être téléchargés. Les versions «pro» et «light» de la comptabilité électrique sont décrites à la section 1.6.4 du présent document. Soit l'application de la comptabilité électrique est décrite en détail dans les documents types Excel, soit elle coule de source.

4.1 Etapes du traitement de la comptabilité électrique

- Etape 1: Enregistrer les attestations acquises et reçues
- Etape 2: Retrancher les attestations utilisées pour les consommateurs non finaux
- Etape 3: Saisir le total des ventes d'énergie aux consommateurs finaux durant l'année civile
- Etape 4: Ventiler les attestations disponibles sur les ventes aux consommateurs finaux
- Etape 5: Prendre en compte la part de la RPC
- Etape 6: Compléter les détails de contact dans le tableau de marquage du courant

4.2 Pierres d'achoppement de la comptabilité électrique

La comptabilité électrique est d'un usage relativement simple. Pourtant, la pratique révèle quelques points délicats souvent mal appliqués. Voici une énumération des principales pierres d'achoppement de la comptabilité électrique et des recommandations pour les éviter.

4.2.1 Année civile versus année hydrologique

La comptabilité électrique doit impérativement être établie pour l'année civile. Les données non disponibles pour l'année civile doivent être extrapolées de manière plausible pour celle-ci et les éléments justificatifs doivent être présentés lors d'une éventuelle révision de la comptabilité électrique.

4.2.2 Détermination des ventes aux clients finaux

Au poste des ventes aux clients finaux, il faut indiquer les livraisons d'électricité par année civile à l'ensemble des consommateurs finaux propres. Cette rubrique ne doit comprendre aucune livraison à des consommateurs non finaux. La consommation propre de l'entreprise responsable du marquage peut être intégrée dans le total des consommateurs finaux, sans que ce soit une obligation. -> Cf. section 4.2.3.

4.2.3 Consommation propre du fournisseur de clients finaux

La consommation propre peut être déduite du total des ventes aux clients finaux. Les attestations ainsi libérées peuvent être utilisées pour le mix d'électricité. Toutefois, il est souvent difficile de déterminer à partir de quels agents énergétiques l'entreprise obtient sa propre électricité.

4.2.4 Gestion des «Agents énergétiques non vérifiables»

Les «Agents énergétiques non vérifiables» ne sont pas saisis dans la comptabilité électrique, mais calculés automatiquement. Les «Agents énergétiques non vérifiables» se calculent comme suit: toutes les attestations attribuées pour le mix de fournisseurs, sous déduction du total des ventes aux clients finaux. Un découvert d'attestations révèle automatiquement un poste d'«Agents énergétiques non vérifiables» dans la comptabilité énergétique et le marquage du courant.

L'Office fédéral de l'énergie incite à maintenir aussi réduite que possible la valeur apparaissant dans la rubrique «Agents énergétiques non vérifiables» du marquage de l'électricité.

4.2.5 Prise en compte dans la comptabilité de la catégorie «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement»

Les attestations RPC réunies dès l'année civile 2009 par swissgrid et le groupe-bilan pour les énergies renouvelables (GB-ER) sont déclarées l'année suivante aux clients finaux suisses par l'intermédiaire de tous les fournisseurs aux clients finaux. L'OFEN informera au printemps du taux des attestations RPC et des diverses catégories énergétiques qui les composent.

Ce taux doit être intégré dans le mix d'électricité. Le pourcentage publié par l'OFEN du «Courant au bénéfice de mesures d'encouragement» permet de réduire la quantité d'«Agents énergétiques non vérifiables». Si la comptabilité électrique ne contient aucun agent énergétique non vérifiable, la part RPC doit être déduite d'une autre catégorie à choix. La proportion de RPC doit dans tous les cas être déclarée aux clients finaux.

4.2.6 Utilisation du tableau de marquage de l'électricité présenté dans la comptabilité

Le tableau de marquage du courant présenté dans la comptabilité électrique affiche automatiquement les pourcentages calculés. Les exigences légales minimales posées au marquage du courant sont remplies grâce à la saisie des coordonnées de l'entreprise, d'une personne de contact et de l'année de référence. Il apparaît toutefois que la plupart des fournisseurs de clients finaux soumis à l'obligation de marquage munissent le tableau de marquage de l'électricité d'informations supplémentaires. Il est ainsi possible d'améliorer la lisibilité du tableau ou de renforcer la référence à la production énergétique régionale.

4.2.7 Modèle d'une comptabilité électrique «pro»

La version «pro» de la comptabilité convient aux entreprises dont le modèle d'affaires est complexe.

[illegible]

Figure 17 Etape 1: tableau de base de saisie des données

Etape 2: compilation des données

	Total	de Suisse
En unité d'énergie		
Energies renouvelables (1)	60.00	0.00
Energie hydraulique	60.00	0.00
Autres énergies renouvelables	0.00	0.00
Energie solaire	0.00	0.00
Energie éolienne	0.00	0.00
Biomasse	0.00	0.00
Géothermie	0.00	0.00
Energies non renouvelables (2)	30.00	0.00
Energie nucléaire	30.00	0.00
Energies fossiles	0.00	0.00
Pétrole	0.00	0.00
Gaz naturel	0.00	0.00
Charbon	0.00	0.00
Déchets (3)	0.00	0.00
Agents énergétiques non vérifiables (4)	10.00	-
Total (1+2+3+4)	100.00	0.00

en %	Total	de Suisse
Energies renouvelables (1)	60.00%	0.00%
Energie hydraulique	60.00%	0.00%
Autres énergies renouvelables	0.00%	0.00%
Energie solaire	0.00%	0.00%
Energie éolienne	0.00%	0.00%
Biomasse	0.00%	0.00%
Géothermie	0.00%	0.00%
Energies non renouvelables (2)	30.00%	0.00%
Energie nucléaire	30.00%	0.00%
Energies fossiles	0.00%	0.00%
Pétrole	0.00%	0.00%
Gaz naturel	0.00%	0.00%
Charbon	0.00%	0.00%
Déchets (3)	0.00%	0.00%
Agents énergétiques non vérifiables (4)	10.00%	-
Total (1+2+3+4)	100.00%	0.00%

Figure 18 Etape 2: compilation automatique des données

Etape 3: présentation des données

Marquage de l'électricité		
Votre fournisseur d'électricité:		EE Modèle, 9999 Grandville
Contact:		tél. 052 111 22 33
		Mme Marie Modèle
Année de référence:		2005
L'électricité que nous avons fournie à nos clients était composée de:		
en %	Total	de Suisse
1 Energies renouvelables	60.0%	0.0%
Energie hydraulique	60.0%	0.0%
Autres énergies renouvelables	0.0%	0.0%
Energie solaire	0.0%	0.0%
Energie éolienne	0.0%	0.0%
Biomasse	0.0%	0.0%
Géothermie	0.0%	0.0%
2 Energies non renouvelables	30.0%	0.0%
Energie nucléaire	30.0%	0.0%
Energies fossiles	0.0%	0.0%
Pétrole	0.0%	0.0%
Gaz naturel	0.0%	0.0%
Charbon	0.0%	0.0%
3 Déchets	0.0%	0.0%
4 Agents énergétiques non vérifiables	10.0%	-
Total	100.0%	0.0%

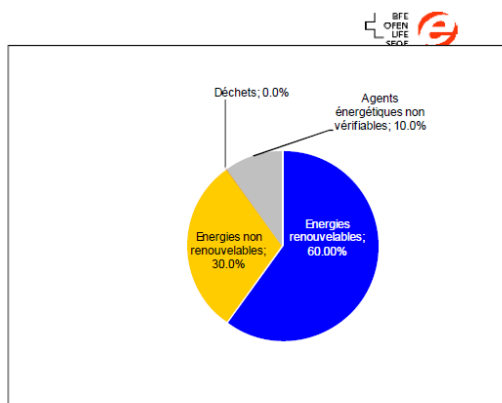


Figure 19 Etape 3: intégration de la part RPC et présentation automatique des données

4.2.8 Modèle d'une comptabilité électrique «light»

La version «light» de la comptabilité correspond aux besoins des entreprises dont le modèle d'affaires est assez simple.

Elektrizitätsbuchhaltung Kalenderjahr 2009 weisse Felder = Eingabefelder

Schritt 1: Beschaffung von Nachweisen

Belegnr. / Lieferant / Nachweis-Art	Kategorie	MWh	CH/Ausland
Wasserkraft:			
Lieferung von A	Wasserkraft	60'000	CH
	Wasserkraft		1
	Wasserkraft		1
Sonnen- und Windenergie:			
Anlagen von Zürcher und Basler	Sonnenenergie	10'000	CH
			1
			1
Biomasse und Geothermie:			
			1
			1
Kernenergie:			
Lieferung von A	Kernenergie	25'000	CH
	Kernenergie		1
Erdöl, Erdgas, Kohle:			
			1
			1
Abfälle:			
	Abfälle		1

Schritt 2: Verwendung von Nachweisen für Nicht-Endverbraucher

Belegnr. / Käufer / Nachweis-Art	Kategorie	MWh	CH/Ausland
Wasserkraft:			
	Wasser		1
	Wasser		1
Sonnen- und Windenergie:			
		1	1
		1	1
Biomasse und Geothermie:			
		1	1
		1	1
Kernenergie:			
	Kernenergie		1
	Kernenergie		1
Erdöl, Erdgas, Kohle:			
		1	1
		1	1
Abfälle:			
	Abfälle		1

Schritt 4: Zuteilen der Nachweise auf Endkundenabsatz

Kategorie	MWh	Vorhanden		Eingesetzt für Strom-Mix	
		Schweiz MWh	Ausland MWh	Schweiz MWh	Ausland MWh
Wasserkraft	60'000	60'000	0	60'000	0
Sonnenenergie	10'000	10'000	0	10'000	0
Windenergie	0	0	0		
Biomasse	0	0	0		
Geothermie	0	0	0		
Kernenergie	25'000	25'000	0	25'000	0
Erdöl	0	0	0		
Erdgas	0	0	0		
Kohle	0	0	0		
Abfälle	0	0	0		
Nicht überprüfbare Energieträger				5'000	
Total		95'000	0	100'000	

Schritt 3: Energieverkauf an Endkunden

Verkauf an eigene Endkunden

100'000 MWh

Hier die Menge an gelieferter Elektrizität an die eigenen Endkunden eingeben.

Schritt 5: KEV-Nachweise zuteilen

0.70%

Wo sollen die KEV-Nachweise abgezogen werden? Zuerst, falls vorhanden, "Nicht überprüfbare Energieträger;" kompensieren. Nicht überprüfbare Energieträger: ▼

Schritt 6: Details der Stromkennzeichnung ergänzen

Stromkennzeichnung

Ihr Stromlieferant: Muster-EW, Musterhausen
 Kontakt: www.musterew.ch
 Telefon 088 888 88 88
 Bezugsjahr: 2009

Der an unsere Kunden gelieferte Strom wurde produziert aus:

	Total	aus der Schweiz
Erneuerbare Energien	70.7%	70.7%
Wasserkraft	60.0%	60.0%
Übrige erneuerbare Energien	10.0%	10.0%
Sonnenenergie	10.0%	10.0%
Windenergie	0.0%	0.0%
Biomasse	0.0%	0.0%
Geothermie	0.0%	0.0%
Geförderter Strom 1	0.7%	0.7%
Nicht erneuerbare Energien	25.0%	25.0%
Kernenergie	25.0%	25.0%
Fossile Energieträger	0.0%	0.0%
Erdöl	0.0%	0.0%
Erdgas	0.0%	0.0%
Kohle	0.0%	0.0%
Abfälle	0.0%	0.0%
Nicht überprüfbare Energieträger	4.3%	-
Total	100.0%	95.7%

Geförderter Strom 1: 42.6% Wasserkraft, 3.8% Sonnenenergie, 1.3% Windenergie, 53.3% Biomasse

Figure 20 Modèle de comptabilité électrique remplie (version «light»)

5 Contrôles et sanctions

5.1 Contrôle librement consenti de la comptabilité électrique et du marquage du courant

Il est recommandé aux entreprises d'approvisionnement en énergie de faire contrôler et certifier leur comptabilité électrique au moins une fois par an sur une base librement consentie par un réviser ou un auditeur indépendant.

5.2 Contrôles par échantillonnage de l'OFEN

Pour vérifier l'observation des prescriptions en matière de marquage, l'OFEN conduit des contrôles par échantillonnage et peut intervenir sur la base d'indications fondées d'irrégularités. La comptabilité électrique et les attestations doivent être présentées sur demande à l'OFEN ou à l'organisme de contrôle qu'il a mandaté.

5.3 Sanctions en cas d'écarts dus à une négligence grave

Art. 28, al. 1, let. a^{bis} LEn

- 1 Sera puni de l'emprisonnement ou d'une amende de 40'000 francs au plus quiconque aura, intentionnellement:
a^{bis} enfreint les dispositions relatives au marquage distinctif de l'électricité (art. 5^a)
-

Art. 22, al. 1 OEne

- 1 L'office contrôle si le marquage de l'électricité, le calcul, le remboursement et le report des coûts, de même que les installations et appareils mis en circulation, sont conformes à la présente ordonnance. A cet effet, il effectue des contrôles par échantillonnage et il examine la situation lorsqu'il y a des présomptions fondées d'irrégularités.

Art. 28, let. c, d et e, OEne

Sera puni conformément à l'art. 28 de la loi quiconque aura, intentionnellement ou par négligence:

- c. négligé de remplir l'obligation de marquage (art. 1a);
 - d. négligé de remplir l'obligation d'information (art. 1b);
 - e. non respect des prescriptions sur la garantie d'origine (art. 1d)
-

L'OFEN perçoit des émoluments pour les mesures qu'il décide à la suite d'un contrôle subséquent (article 22 OEne).

6 Interlocuteurs pour les questions supplémentaires

6.1 Office fédéral de l'énergie (OFEN)

Interlocuteur pour les questions relatives aux bases légales et à leur interprétation en matière de marquage du courant.

Office fédéral de l'énergie (OFEN)
Mühlestrasse 4, 3063 Ittigen
Adresse postale: 3003 Berne
Tél. 031 322 56 11
contact@ofen.admin.ch

6.2 Association des entreprises électriques suisses (AES)

Interlocuteur pour les questions relatives aux modules de formation en matière de marquage du courant et pour les questions techniques qui lui sont liées

Association des entreprises électriques suisses (AES)
Hintere Bahnhofstrasse 10
5000 Aarau
Tél. 062 825 25 25
info@strom.ch

6.3 La société nationale d'exploitation du réseau, swissgrid sa

Interlocuteur pour les questions relatives aux garanties d'origine, à la rétribution du courant injecté à prix coûtant et au financement des surcoûts.

swissgrid sa
Centre de la clientèle et d'informations
Dammstrasse 3
5080 Frick
Tél. 0848 014 014
info@swissgrid.ch

7 Annexe

7.1 Abréviations utilisées

AES	Association des entreprises électriques suisses
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
EAE	Entreprise d'approvisionnement en énergie
ENTSO-E	European Network of Transmission System Operators for Electricity
FAQ	Forum aux questions
GB-ER	Groupe-bilan pour les énergies renouvelables
LApEI	Loi sur l'approvisionnement en électricité
LEne	Loi sur l'énergie
LENu	Loi sur l'énergie nucléaire
LSV	Procédure de recouvrement direct
OApEI	Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
OEné	Ordonnance sur l'énergie
aOEné	Ancienne version de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'énergie (état le 27 juin 2006)
OFEN	Office fédéral de l'énergie
PI	Producteur indépendant
RECS	Renewable Energy Certificate System
RPC	Rétribution à prix coûtant du courant injecté
TÜV	Technischer Überwachungs-Verein (en Allemagne, organisme de contrôle technique des machines et appareils)
UE	Union européenne
UIOM	Usine d'incinération des ordures ménagères



Office fédéral de l'énergie OFEN

Mühlestrasse 4, CH-3063 Ittigen

Adresse postale: 3003 Berne

Tél. +41 31 322 56 11, fax +41 31 323 25 00

contact@ofen.admin.ch

www.ofen.admin.ch



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra